

# WEBMANAGERCENTER *Le mag*

webmanagercenter.com

Hebdomadaire n°190 du 02 Mai 2024 - 3 Dinars

Tunisie

## Quel avenir pour les startups



### A LA UNE

Tunisie Algérie Libye  
De la concertation à l'action ?

### INTERVIEW

Skander Haddar  
Nous avons l'ambition d'être à l'avant garde d'une économie qui façonnera l'avenir

### SECTEURS

Tourisme alternatif en Tunisie  
Un marché en plein essor

### PUBLICATIONS

Un hommage vibrant à travers «La sonate de mon âme perdue» : Amel Bedoui perpétue l'œuvre de son père

LES FORFAITS INTERNET

# ONE CONNECT

POUR UNE GESTION FLEXIBLE ET  
MAITRISEE DE VOTRE FLOTTE MOBILE

Retrouvez les solutions Business de TT  
sur [businessstawa.tn](https://businessstawa.tn)



1288

## WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

### ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo

les Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

(+216) 20 313 314

(+216) 55 313 314

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

www.webmanagercenter.com

### DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

### RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

### RÉDACTION

Ali Driss

Khmaies krimi

Hajer Krimi

Amani ibrahimi

Sarra Boudali

### PHOTOS

Anis MILI

### DESIGN INFOGRAPHIE

Hynd GAFSI

Hela AMMAR

### DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

### ADMINISTRATION

Raja Bsaies

Walid Zanouni

### FINANCE

Mohamed El Ayed

**Prix** : 3 Dinars

**Abonnement annuel** : 120 Dinars

(inclus 2 mois gratuits)

### CopyRight

Internet Management Groupe - IMG

# WEBMANAGERCENTER

Le mag

Hebdomadaire n°190 du 02 Mai 2024



Tunisie Algérie Libye :

## De la concertation à l'action ?

L'initiative d'un rapprochement entre la Tunisie, l'Algérie et la Libye suit son chemin. Elle pourrait prendre du champ et de la profondeur. Saura-t-on lui trouver le cap de la bonne espérance ?



Billets de banque en Tunisie :

## faut-il changer la monnaie pour lutter contre l'informel ?

La masse des billets et monnaies en circulation a augmenté de 10%, atteignant 21,4 milliards de dinars à la date du 23 avril courant, contre 19,4 milliards de dinars, à la même date de l'année 2023, selon des données publiées par la BCT.



Skander Haddar : **“Nous avons l'ambition d'être à l'avant garde d'une économie qui façonnera l'avenir de l'humanité”**

Du 26 au 29 juin, au Parc du Kram, se tient le premier sommet digital tunisien : Le Bigtech, où il ne sera question que de nouvelles technologies, d'intelligence artificielle et de big data, une puissance qui influe de plus en plus sur le devenir des nations.



Tourisme alternatif en Tunisie :

## Un marché en plein essor

Une étude quantitative et qualitative réalisée par «Emrhod Consulting» a révélé une croissance en crescendo des hébergements alternatifs et durables, représentant 9% du taux de pénétration du marché local ainsi qu'une grande variété d'offres.



BOURSE



AFRIQUE



ACTUALITÉS



IDÉES & DÉBATS



SPORT



## Ciel tunisien : L'Open Sky définitivement enterré ?

A l'occasion de la visite inopinée effectuée, en avril 2024, à l'aéroport de Tunis Carthage, le Président de la république, Kaïes Saïed a exprimé de nouveau son opposition à la mise en place en Tunisie de l'open sky...



Un hommage vibrant à travers «La sonate de mon âme perdue» : **Amel Bedoui perpétue l'œuvre de son père**

Née dans une famille où le livre fait partie intégrante de l'espace de vie, Amel Bedoui, fille de l'homme de lettres, professeur de littérature arabe, ancien président de l'Union des écrivains tunisiens (UET) et producteur à Radio Monastir pendant plus de trente ans feu Mohamed Bedoui (1951-2022), débarque à la Foire internationale du livre de Tunis...

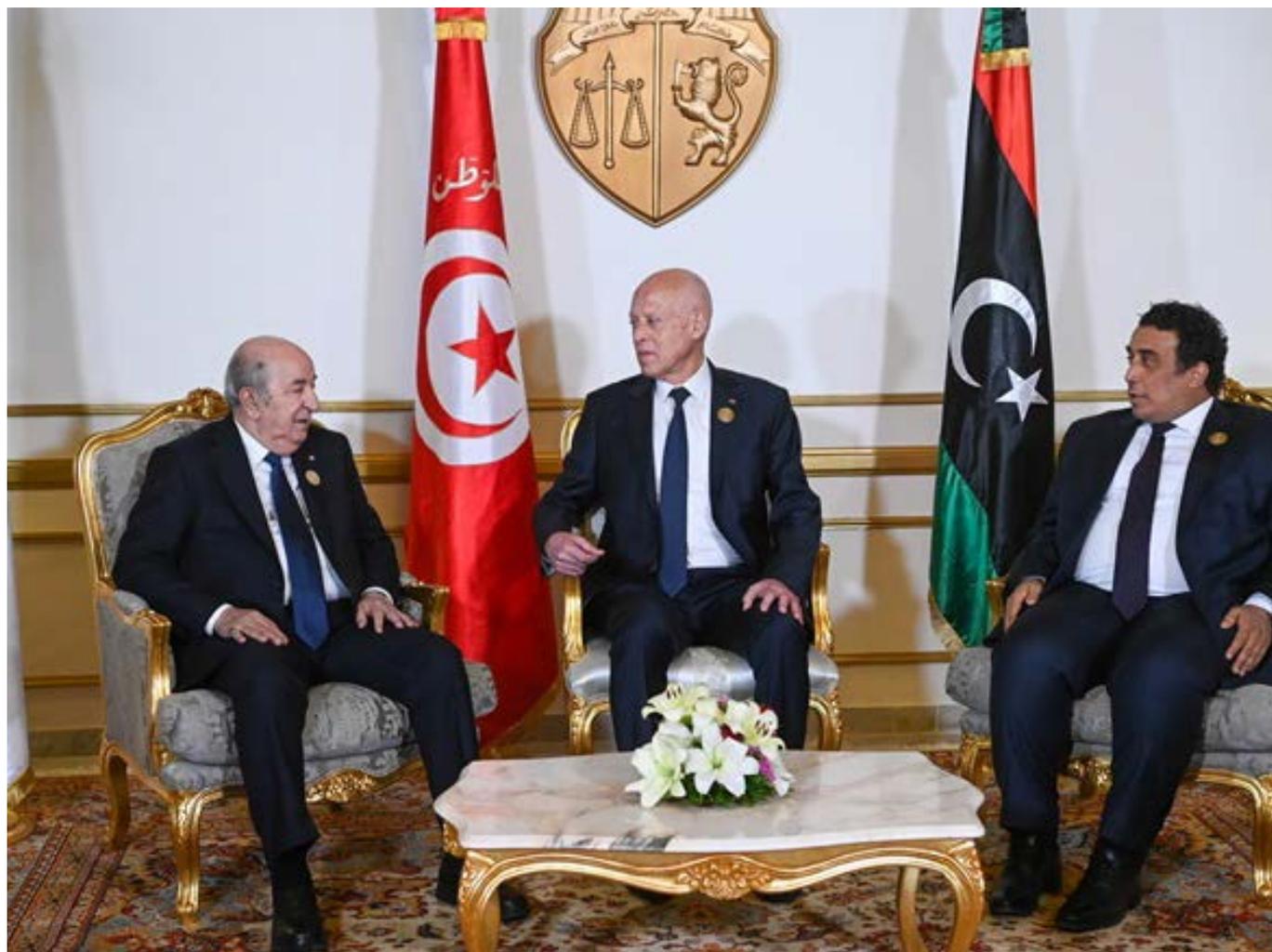


*Le Guide*  
2024

Épargne retraite

Placements

Épargne



*Tunisie Algérie Libye*

## De la concertation à l'action ?

**L'initiative d'un rapprochement entre la Tunisie, l'Algérie et la Libye suit son chemin. Elle pourrait prendre du champ et de la profondeur. Saura-t-on lui trouver le cap de la bonne espérance ?**

Lundi 22, courant, la Tunisie a organisé sur son sol l'initiative d'une probable reconfiguration du Maghreb. C'est une architecture réduite conforme aux affinités du moment et pour cela elle semble mieux agglomérée.

On a le sentiment que l'affectio societatis est au rendez-vous. Ce préalable n'est pas à négliger il est à la base de tout partenariat durable. La preuve est que le président algérien Abdelmajid Tebboune disait, en substance, à son arrivée : "La Tunisie est

durement éprouvée mais elle fait preuve de résilience”. Cela nous renvoie à la locution latine, devise de la ville de Paris “Fluctuat Nec Mergitur” qui signifie “battue par les flots mais ne sombre jamais”.

Cette adresse semble partagée par le président du Conseil présidentiel Libyen Mohamed El Menfi. Ceci pour dire que rarement invités n’ont fait preuve d’autant de bienveillance à l’adresse du pays hôte. Si un bloc économique devait prendre naissance à la suite de cette réunion consultative, il y a tout à parier qu’il s’agira d’une naissance désirée.

**“L’initiative d’un rapprochement entre la Tunisie, l’Algérie et la Libye suit son chemin. Elle pourrait prendre du champ et de la profondeur. Saurait-on lui trouver le cap de la bonne espérance ?”**

### **L’effet “Momentum”**

L’idée d’un nouvel attelage maghrébin était dans les esprits depuis quelque temps, déjà. Et même que le Think tank de l’IACE l’avait formalisée avec un titre choc : “ Atlas”.

Cet acronyme signifie Algérie Tunisie Libye, une alliance

stratégique. La chose à pris le temps de murer. Voilà que l’étincelle a enfin jailli lors du sommeil des pays producteurs de gaz, tenue à Alger, au mois de mars dernier. La proposition est venue en son temps. L’effet momentum a joué, à plein.

Le constat est que les états pris séparément ne retrouvaient pas leur pleine fonctionnalité de puissance publique. Ils affrontent des assauts de terrorisme qui ne flanche pas, mettant à mal la stabilité des trois états, à des degrés différents. Ajoutez à cela que les tensions économiques mondiales ne ralentissent pas.

Dans la note mémoire qui a présenté la rencontre de Tunis, on rappelait bien que les états pris seuls ne trouvaient pas la riposte souhaitée. La Tunisie n’a toujours pas recouvré sa santé macro-financière. La Libye est en mal de préserver son intégrité physique. Et, l’Algérie quoique bien nantie ne se redéployait pas comme elle le souhaitait.

Une concertation rapprochée dans un premier temps s’imposait. Et le communiqué final évoquait un probable regroupement à voilure extensible. C’est là une perspective raisonnable et réaliste. Concrétiser une complémentarité sur terrain est une proposition qui fait sens. Elle s’inscrit dans la marche du temps. Tout doit être fait pour prévenir

tout éventuel effet de rejet. Une telle perspective servirait l’intérêt de chacun pour le bien de tous outre qu’elle n’est dirigée contre qui que ce soit.



**“L’effet**

**“Momentum” : L’idée d’un nouvel attelage maghrébin était dans les esprits depuis quelque temps, déjà.”**

### **À la recherche d’une masse critique**

Si la Réunion consultative de Tunis débouchait sur un partenariat approfondi, quel serait le rôle de chaque pays ? La réponse laconique serait que chacun fasse de son mieux. Sans focaliser sur les détails, focalisons-nous sur l’allure d’ensemble. La question sécuritaire serait, de toute évidence, prise en main avec une plus grande efficacité.

On ne peut se précipiter pour parler de l’éradication du terrorisme, mais une rémission significative serait garantie. Bien entendu une prise en mains des flux migratoires donnerait une plus grande tranquillité à la région dans ses rapports avec le partenaire européen.

À l’évidence, les questions économiques et financières



## Mars 2024

Avec un bilan pluviométrique déficitaire de plus de 60%, mars 2024 est considéré comme le cinquième mois de mars le plus sec sur la période (1970-2024).

Le bilan total (27 stations principales) du mois était de 313,7 mm, alors que la normale pour les mêmes stations était de 887,2 mm, ce qui représente 35,4 % de la normale du mois, révèle l'Institut National de la Météorologie (INM) dans son dernier bulletin climatologique.

Sur les régions du Nord, le pourcentage de déficit a varié entre 16 % à Bizerte et 85 % à Nabeul. Sur les régions du centre, le déficit a varié de 42 % à Monastir à 88 % à Kasserine.

Au sud, le déficit a également été significatif sur la plupart des régions où le pourcentage de diminution a varié entre 5 % à Tozeur et 80 % à Tataouine et atteignant 98 % à El Borma.

profiteraient d'un effet d'échelle. Et si, l'alliance future, l'Union ou quelque soit la forme que prendrait ce partenariat se confirmait l'attelage disposerait d'une masse critique, élément de poids face aux blocs existants.

Le communiqué commun évoque la constitution de commissions de planification, cela rassure. On a évité de tomber dans les envolées du passé. Se concerter sur les orientations futures est une touche méthodique qui prélude d'un crédit d'efficacité. Les urgences se bousculent et il est de bonne augure que l'on s'attache à prioriser les nécessités afin d'avoir des actions bien ciblées.

**”Si la Réunion consultative de Tunis débouchait sur un partenariat approfondi, quel serait le rôle de chaque pays ?”**

**Conjurer les mauvais souvenirs du passé**

Algérie, Tunisie, Libye, un ticket gagnant ? Quoi qu'il en soit, il fallait tenter le coup !

L'initiative a eu de l'écho. Et voilà qu'elle est suivie d'effets. Quel avenir se dessine pour elle ? On a envie de dire que ses initiateurs

sont avisés des échecs passés et feront tout pour les éviter. La tentative de rapprochement entre la Tunisie et la Libye en 1974 à mal tourné. Et déjà à sa naissance, elle a été désavouée par l'Algérie. Houari Boumediene n'a pas mâché ses mots refusant de “prendre le train en marche”.

Sur un autre plan la BCMA, une banque mixte tuniso algérienne n'est jamais parvenue à allumer les feux d'une quelconque intégration économique entre les deux pays. Elle a fini par être liquidée.

Devant l'accumulation d'autant de déconvenues, comment éviter tout scepticisme quant à l'aboutissement de l'initiative de Tunis. Les trois pays ont fait preuve d'une réserve de circonstance nous épargnant l'euphorie usuelle des effets d'annonce. C'est bon signe.

Par ailleurs, le communiqué commun a bien cerné les défis du moment et ceux futurs. De même, il laisse la porte ouverte à toutes les possibilités d'extension compatible. Une bonne touche méthodologique qui indique que la locomotive est bien sur les rails. Plein gaz dira-t-on et en avant, toutes !

*Ali Abdessalem*



### *Billets de banque en Tunisie*

# Faut-il changer la monnaie pour lutter contre l'informel ?

**La masse des billets et monnaies en circulation a augmenté de 10%, atteignant 21,4 milliards de dinars à la date du 23 avril courant, contre 19,4 milliards de dinars, à la même date de l'année 2023, selon des données publiées par la BCT.**

Face au volume important de liquidité qui circule dans une

économie structurellement faible et au rôle limité du secteur bancaire, des appels ont été lancés par des économistes en faveur d'un changement des billets de banque.

«C'est la solution la mieux appropriée, dans la situation actuelle en Tunisie, malgré l'opposition manifestée par les autorités monétaires et

financières à son égard, sans se référer à des études scientifiques ou à des arguments objectifs qui déconseillent cette voie» déclare à l'Agence TAP, l'universitaire et économiste, Aram Belhadj.

Selon lui "le changement de billets de banque est une ancienne-récente proposition qui avait été adressée à un certain moment au gouverneur de la BCT par

de nombreuses personnalités économiques du pays, mais qui avait été rejetée par l'institut d'émission".

«Il s'agit de procéder à un changement de billets de banque dans une approche globale de réforme monétaire et fiscale, dont le changement de billets n'est qu'un axe parmi d'autres. En Tunisie, nous sommes à peine 12 millions d'habitants. L'impression de nouveaux billets est donc techniquement très possible, à travers un appel d'offre qui doit être effectué sans publicité à large échelle, pour préserver l'effet surprise de cette opération dont l'objectif est de contourner la liquidité qui circule en dehors du circuit organisé ».

**«C'est la solution la mieux appropriée, dans la situation actuelle en Tunisie, malgré l'opposition manifestée par les autorités monétaires et financières à son égard.» - Aram Belhadj, universitaire et économiste.**

« D'aucuns peuvent dire que dès que l'opération va être annoncée, les grands contrebandiers vont investir leurs liquidités dans des biens immobiliers, fonciers ou autres, minimisant, ainsi, l'impact

d'une telle mesure, ce qui n'est pas évident, vu l'interdiction légale des transactions cash au-delà d'un certain montant et le temps nécessaire pour trouver de tels refuges » pense-t-il.

« Pour éviter de tels comportements, cette opération doit se faire très rapidement dans le cadre d'une réforme monétaire et fiscale. Elle doit être bien préparée techniquement et logistiquement et imposer aux acteurs de l'informel un passage obligatoire par le circuit bancaire et partant, une régularisation de leur situation financière envers l'Etat ».

### **Digitaliser pour contourner l'informel**

Pour Mahmoud Sami Nabi, Professeur des Universités, «le problème concerne plutôt, les canaux empruntés par les activités informelles, qui leur permettent de se développer et de créer une économie parallèle dotée de ses propres structures et règles informelles, avec tous les impacts négatifs sur l'économie formelle, l'autorité de l'Etat, l'efficacité de la conduite des politiques économiques et la société en général. Cette situation favorise beaucoup de dualités et de situations de rentes à multiples niveaux ».

«Un changement des billets de banque ne pourra être efficace

que si sa réalisation ne laisse pas aux acteurs pénalisés, le temps de se réfugier dans des canaux informels transitoires, avant de basculer de nouveau vers la nouvelle monnaie. Or, cela semble utopique, car les signaux de changement de la monnaie vont accélérer les comportements de "refuge", ce qui nécessite donc de pouvoir limiter leurs étendues ».

**«Un changement des billets de banque ne pourra être efficace que si sa réalisation ne laisse pas aux acteurs pénalisés, le temps de se réfugier dans des canaux informels transitoires.» - Mahmoud Sami Nabi, Professeur des Universités.**

« C'est dans ce cadre que la digitalisation pourrait être intéressante, en réduisant la circulation du cash et accroissant la traçabilité de la circulation de la masse monétaire, via les canaux digitaux. Cela passe notamment, par une inclusion financière digitale de la population non desservie par les établissements bancaires » a-t-il conclu.

### **Changer les billets de banque, n'est pas la solution**

De son côté, Moktar Lamari,

professeur à l'Université du Québec au Canada, déconseille de «changer les billets de banque pour canaliser la masse monétaire du secteur informel vers les circuits officiels, car la fuite des liquidités vers le secteur informel s'explique par le souci d'éviter les tracasseries bureaucratiques, les instabilités fiscales et les pratiques des banques qui appliquent des frais exorbitants sur les transactions et les dépôts».

**«Changer les billets de banque est une opération périlleuse, en raison de son coût effectif et de son impact sur la confiance que peut avoir un citoyen envers le dinar.» - Moktar Lamari, professeur à l'Université du Québec au Canada.**

«Changer les billets de banque est une opération périlleuse, en raison de son coût effectif et de son impact sur la confiance que peut avoir un citoyen envers le dinar ». «Un changement de la monnaie peut altérer durablement ses 3 principales fonctions: moyen d'échange, unité de compte et réserve de valeur».

Pour Lamari, «la masse monétaire en circulation avoisine

officiellement les 21,5 milliards de dinars mais les vrais chiffres sont inconnus. Une bonne partie de cette liquidité est dans les coffres d'un secteur informel qui produit 45% des richesses du pays ».

Il s'agit «d'une hypertrophie monétaire directement associée à une politique monétaire qui monétise désormais la dette, en épongeant une partie du déficit budgétaire et en injectant toujours plus de cash dans le marché. Cette hypertrophie est en passe de noyer les moteurs de la croissance, menaçant au passage la valeur du dinar».

L'universitaire estime que la monétisation de la dette tunisienne par la BCT, finance le budget de l'État, mais introduit des inégalités dans la répartition de la richesse, dont une partie est orientée "vers les salaires des fonctionnaires improductifs et les transferts à des sociétés publiques peu efficaces".

«Le volume de monnaie créé artificiellement par la BCT, entraîne de l'inflation et dilue l'économie dans une marée de billets dont le pouvoir d'achat ne fait que péricliter. Il altère les prix des biens et services produits, faisant fi des rapports de concurrence spécifiques entre secteurs économiques et entre producteurs et crée aussi, que des rapports de force entre salariés et entreprises».

**«Le volume de monnaie créé artificiellement par la BCT, entraîne de l'inflation et dilue l'économie dans une marée de billets dont le pouvoir d'achat ne fait que péricliter.» - Moktar Lamari, professeur à l'Université du Québec au Canada.**

«A cause des hausses de prix, certains agents économiques qui lancent une activité à partir de zéro, peuvent être impactés de plein fouet, alors que les détenteurs de stocks d'actifs et d'un patrimoine restent avantagés. Les retraités à rente quasi-fixe sont pénalisés. La classe moyenne et les franges défavorisées s'appauvrissent davantage. Le dinar est de plus en plus fragilisé, dévalorisé par ces errements des politiques monétaires et fiscales».

"Investir pour créer de la richesse, digitaliser pour garantir plus de transparence et plus d'équité dans la distribution de la richesse créée et contourner l'informel", seraient les solutions les plus adéquates, d'après l'universitaire.



NEO BTE

L'AGENCE

VIRTUELLE

DE LA BTE



CREATED BY



بنك تونس و الإمارات  
Banque de Tunisie et des Emirats



*Skander Haddar, fondateur du Bigtech Tunisie*

“Nous avons l’ambition d’être à l’avant garde d’une économie qui façonnera l’avenir de l’humanité”

*Du 26 au 29 juin, au Parc du Kram, se tient le premier sommet digital tunisien : Le Bigtech, où il ne sera question que de nouvelles technologies, d’intelligence artificielle et de big data, une puissance qui*

*influe de plus en plus sur le devenir des nations. Skander Haddar, fondateur et CEO de TPM et mordu d’innovations technologiques et de startups, ambitieuse, en organisant cet événement, de repositionner*

*la Tunisie en tant que pôle technologique en Afrique.*

*Le point sur le Bigtech Tunisia 2024, dans l’entretien ci-après avec Skander Haddar :*

**Pourquoi s'être orienté vers l'organisation d'un événement orienté sur Le Bigtech ? Qu'est ce qui a motivé votre choix ?**

Après de nombreuses manifestations orientées nouveaux métiers et technologies, le comité d'organisation du TDS a décidé de monter d'un cran en lançant le Bigtech 2024 en Tunisie. Un grand événement dédié aux technologies, aux startups et au digital opérant sur le continent africain et au Moyen-Orient. En fait, le Bigtech est un jalon de plus dans notre parcours en tant que fervent défenseur des nouvelles technologies que nous estimons déterminantes pour le futur de l'humanité.

Le Bigtech, comprendra 5 événements colocalisés : la 8ème édition de TDS : le Tunisia Digital Summit, la 3ème édition d'afric'up : le Sommet des Startups Africaines, la 2ème édition de Job Fair : Recrutement des talents et des jeunes compétences, la 1ère édition de Developer Days : La communauté des ingénieurs et des développeurs et la 1ère édition de GEEC : La communauté de l'eSport et du gaming.

Donc au mois de juin prochain, pendant 3 jours, au parc d'Exposition du Kram, il sera uniquement question d'innovations technologiques, d'intelligence artificielle, de

startup et d'ingénierie.

**Estimez-vous le marché tunisien assez mûr pour absorber des activités high tech ?**

Le marché national est un très petit marché en matière de consommation technologique. En Afrique, les pays les plus avancés sont l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Nigéria et le Kenya. La Tunisie est, en revanche, un grand marché s'agissant des compétences technologiques et en tant que modèle dans l'usage des technologies. Nous ne représentons pas un marché intéressant pour un géant comme IBM mais il est dans nos cordes de créer un pôle, une plateforme régionale intéressante pour nos jeunes surdoués qui émigrent à la recherche de nouveaux horizons et récupérer notre place en tant que pays précurseur dans les nouvelles technologies.

**Et vous pensez que grâce au Bigtech, vous pourrez réaliser cet objectif ?**

Pour que la Tunisie progresse dans le domaine technologique, nous avons besoin d'un événement majeur pour attirer les investisseurs. Un investisseur ne peut pas simplement venir en Tunisie dans l'ignorance des avantages, des facilités, et sans un écosystème encourageant. Il faut un tapage médiatique,

des relations publiques, un cadre législatif solide et une synergie entre les différents acteurs opérant dans les hautes technologies et intéressés par leur développement.

Cela inclut les startups, les entreprises technologiques, les grandes firmes, les entreprises industrielles, commerciales et de services, les organisations non gouvernementales tunisiennes travaillant dans le domaine des technologies et nos compétences résidentes à l'étranger qui ont des projets de transformation numérique et bien entendu les pouvoirs publics. Organiser un événement de très haut niveau est essentiel.

La décision d'investir ne dépend pas uniquement de la législation, mais aussi de la qualité de l'organisation, du plaidoyer et de l'argumentaire présentés. Nous ne pouvons pas nous contenter d'événements modestes dans des hôtels. Pourquoi ne voyons-nous pas grand en Tunisie ? Nous avons le droit d'avoir de grandes ambitions. Pourquoi ne pas envisager un événement grandiose qui rassemble plusieurs initiatives, à l'image du Gitex de Dubai ?

D'autres pays, comme le Maroc, ont réussi à attirer des événements de grande envergure, tels que le Web Summit. Cela nécessite une décision politique forte



et un engagement de l'État. En tant que Tunisie Digitale Summit (TDS), nous avons investi beaucoup et nous avons une vision claire. Nous devons positionner la Tunisie en bonne place sur la scène internationale. Il est, d'ailleurs, temps de nous demander pourquoi nous ne parvenons pas à organiser un événement de cette envergure dans notre propre pays alors que nous avons tous les atouts.

**En Tunisie, nous avons environ 1000 startups labellisées, dont plus d'une centaine sont implantées à l'international.**

**Quelle sera la place des start-ups dans votre événement ?**

En Tunisie, nous avons environ 1000 startups labellisées, dont plus d'une centaine sont implantées à l'international. Nous avons établi des contacts avec ces start-ups, et leur réaction a été positive. Les startups jouent un rôle essentiel dans la réussite de pareil événement pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les startups offrent des produits complémentaires aux grandes entreprises et en prime de l'innovation. Les grandes entreprises en ont besoin pour rester compétitives.

Parallèlement, les startups ont un besoin crucial d'accéder à de grands marchés et à un financement international. Participer à des événements internationaux est essentiel pour y parvenir. Nous devons, nous avons le devoir de penser aux centaines, voire aux milliers de startups potentiellement intéressées et aux opportunités qu'elles pourraient trouver en étant présentes à une manifestation telle que le Bigtech auquel des bailleurs de fonds, de fonds, des fonds de capital de risque et des business Angels ont été invités. Pour créer une pépinière de startups florissantes, nous devons travailler avec un grand nombre d'entre elles. La Tunisie doit être le marché émetteur de startups.

**Est-ce que la logistique suit ?**

Pour cela, nous devons améliorer notre infrastructure, notre logistique et notre réseau. Notre initiative vise à encourager cette évolution. Nous souhaitons que les startups tunisiennes s'internationalisent tout en créant de la valeur ajoutée localement. La France et l'Allemagne attirent des startups grâce à leurs avantages, et la Tunisie doit faire de même en améliorant le cadre réglementaire, en développant un écosystème encourageant pour les startups nationales mais aussi en attirant des startups africaines.

## Energie solaire

Le groupe français Qair, fournisseur d'énergie renouvelable indépendant basé en France, vient d'annoncer avoir obtenu un financement de de la de 7,8 millions d'euros de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) pour construire et exploiter deux fermes solaires, d'une capacité de 10 MW chacune. Les deux fermes sont localisées dans la ville de Feriana (Kasserine).

Active en Tunisie depuis 2015, Qair développe actuellement un portefeuille de près de 900 MW de projets d'énergie renouvelable. L'entreprise dispose d'une équipe dédiée de 8 employés basée à Tunis.

Pour ceux qui sont férus de plus de détails, Qair détient 100% du premier projet, tandis que le second est une coentreprise avec Mazarine Energy.

Les composantes de ces deux projets comprennent le parc solaire, la construction d'une route d'accès qui suit une piste existante et d'une ligne de transmission électrique basse tension de 3 km reliée à la sous-station de la STEG (Société tunisienne de l'électricité et du gaz) de Feriana, dans le gouvernorat de Kasserine.

Les pouvoirs publics ont un rôle crucial à jouer. Ils doivent les encourager, les encadrer et leur fournir les moyens nécessaires pour évoluer et réussir. La Tunisie, à travers Star-Africa, est en train de devenir un acteur majeur de l'écosystème des startups. Nous sommes convaincus que l'avenir des startups tunisiennes est prometteur, et nous continuerons à œuvrer pour leur développement et leur succès.

## La Tunisie, à travers Star-Africa, est en train de devenir un acteur majeur de l'écosystème des startups

**Comment selon vous inciter les politiques à investir plus dans les nouvelles technologies et dans les start-up ? La Tunisie a été précurseur dans la mise en place du Startup Act 1, elle risque de devenir à la traîne alors que d'autres pays qui l'ont suivie avancent à pas géants ?**

La Tunisie a été un pionnier dans la création du modèle startup en 2019, il est vrai aussi que d'autres pays africains, tels que l'Algérie, le Sénégal et le Rwanda, ont adopté ce modèle et progressent rapidement. Pour renforcer l'écosystème des startups en Tunisie, il faut :

- Reconsidérer le cadre juridique est essentiel. Cela inclut des réglementations claires et des incitations pour encourager l'innovation et l'investissement ;

- Encourager l'Open innovation : renforcer la collaboration entre les startups et les entreprises est crucial. Les grandes entreprises peuvent bénéficier de l'innovation des startups, et vice versa. Il est important de créer des ponts entre ces deux mondes ;

- Faciliter le financement des startups : l'accès aux investisseurs est essentiel pour leur croissance ;

- Organiser des événements internationaux, comme le Big Tech, peut attirer des investisseurs du monde entier.

Nous devons travailler avec des fonds internationaux pour soutenir les startups tunisiennes. Même sans des géants comme IBM, Google ou Microsoft, la Tunisie peut créer un écosystème du digital solide. Cela implique de mobiliser les acteurs locaux, de promouvoir l'innovation et de favoriser la collaboration entre les startups, les entreprises et les experts en technologie de pointe. En résumé, la Tunisie a un grand potentiel et peut être un site attractif pour les startups. En travaillant ensemble, nous pouvons créer un environnement

favorable à l'innovation, à l'investissement et à la croissance des entreprises technologiques.

## **Quelle sera la part de l'intelligence artificielle dans votre manifestation ?**

L'intelligence artificielle (IA) est un domaine crucial qui envahit le monde entier. La Tunisie a un potentiel considérable dans ce domaine. Bien que je ne sois pas un spécialiste de l'IA, je peux vous dire que nous avons des experts tunisiens et des entreprises qui s'orientent de plus en plus vers l'IA et y investissent avec conviction.

L'initiative du Big Tech vise à mettre en avant les avancées de l'IA et à rassembler des experts nationaux et internationaux. Nous voulons créer un espace où les participants peuvent apprendre, discuter et échanger sur des sujets passionnants liés à l'IA.

La Tunisie ne doit pas manquer le virage de l'IA, et nous avons encore l'opportunité de jouer un rôle significatif dans ce domaine. Créer des débats et susciter l'engouement autour de l'IA est essentiel. Nous devons mobiliser la communauté et travailler ensemble pour façonner l'avenir de l'IA en Tunisie. Nous sommes précurseurs, et il est temps de renforcer notre position dans ce domaine.

Dans ce cadre, nous avons signé une convention de partenariat stratégique et scientifique avec l'association "Tunisian AI Society" qui regroupe les meilleures compétences tunisiennes en IA dans le monde, TAIS, nous accompagne non seulement dans l'élaboration du programme IA, mais participe également avec ses intervenants et son réseau d'experts. TAIS est un co-organisateur du Big tech 2024 dans le domaine de l'IA .

***Avez-vous pris contact avec le ministère des Technologies de communication ou la présidence du gouvernement pour un appui dans l'organisation du Bigtech, si oui, quelle a été leur posture ?***

Le Bigtech n'est pas simplement un salon, mais un investissement pour le secteur privé, le secteur public et la société civile. Il est donc naturel, alors que nous avons pris cette initiative audacieuse malgré un contexte difficile, que les autorités publiques nous soutiennent car c'est grâce à pareilles initiatives que nous pouvons développer les économies de demain dans notre pays.

Nous collaborons depuis des années avec la présidence du gouvernement et le ministère des Technologies de communication qui, cette fois-ci, le ministère de la

Technologie ne nous accompagne pas. Nous espérons obtenir son appui à l'avenir. Je dois toutefois mentionner que nous avons été très soutenus par le ministère des Affaires étrangères pour lequel nous sommes reconnaissants car il joue un rôle efficient dans la diplomatie économique. Le ministère du Tourisme contribuera à améliorer l'expérience des visiteurs et des participants au salon, en veillant à leur accueil dès leur arrivée à l'aéroport jusqu'à leur participation aux activités informelles.

 **Le Bigtech n'est pas simplement un salon, mais un investissement pour le secteur privé, le secteur public et la société civile.**

**Combien de stands, de visiteurs et de participants attendez-vous à votre événement ?**

300 exposants répartis sur 5000 m<sup>2</sup>, 150 Grandes Entreprises ayant des projets de transformation digitale et des acteurs leaders dans les technologies et le numérique seront des nôtres, 1 pavillon sera dédié à 100 startups, 3 pavillons pays, plusieurs pavillons à thème : Smart city, mobility, IA, Industrie 4.0....

Pendant 3 jours, 30 workshops, panels et Keynote, seront animés autour de "L'IA, de la transformation globale" et d'autres thématiques emblématiques.

Nous attendons 1000 visiteurs internationaux et environ 20 000 participants tunisiens. C'est une opportunité exceptionnelle pour échanger des idées et créer des partenariats. En marge du Bigtech, il y aura une formation en intelligence artificielle adressée à 200 ou 300 jeunes. Ils auront aussi l'occasion d'apprendre des experts et d'explorer des opportunités d'emploi. Pour la première fois en Tunisie, nous organisons le Développer Days, un événement spécifique destiné aux développeurs, ingénieurs et décodeurs.

Nous avons prévu une dizaine d'ateliers animés par des experts de haut niveau dans divers domaines technologiques. Conférenciers de renom : Parmi les conférenciers confirmés, nous avons Jamel Gafsi, une compétence tunisienne de premier plan. Usama Fayyad, considéré comme le père spirituel de l'intelligence artificielle, sera également présent. Imed Zitouni de Google partagera son expertise dans le domaine. Ces noms prestigieux contribueront à faire du Big Tech un événement inoubliable. Nous sommes fiers de promouvoir l'innovation et

de mobiliser la communauté pour façonner l'avenir de la Tunisie dans le domaine de la technologie.

L'apport de notre partenaire stratégique et scientifique en IA : "Tunisian AI Society" dans ce programme est d'une grande valeur, un exemple de synergies entre les compétences tunisiennes en Tunisie et à travers le monde afin de promouvoir l'IA en Tunisie

**🔴🔴 Nous attendons  
1000 visiteurs  
internationaux et environ  
20 000 participants  
tunisiens.**

TAIS est co organisateur avec TPM du BigTech 2024 pour l'axe IA

**Quel est votre intérêt en tant qu'entreprise privée dans l'organisation d'un tel événement?**

L'ambition d'être à l'avant garde d'une économie qui façonnera l'avenir de l'humanité. Le Big Tech représente un investissement significatif. Pour réussir un événement d'une telle envergure, il faut mobiliser des ressources importantes.

Organiser des événements internationaux avec du contenu de qualité, des activités variées et une expérience enrichissante pour les visiteurs nécessite des moyens conséquents.

Notre objectif est de positionner la Tunisie sur la scène internationale de la technologie. Considérez donc que nous investissons dans l'avenir et que nous croyons fort que cela finira par payer. Nous avons foi en la Tunisie et nous estimons important de mobiliser experts et intervenants de renom pour rehausser son image. Le contenu doit être riche, alliant business, innovation, culture et tourisme. Nous sommes heureux d'avoir intéressé des opérateurs téléphoniques comme Orange qui, nous l'espérons, acceptera d'être notre partenaire.

Une petite clarification pour terminer : nous ne demandons pas aux startups de payer leur participation. Notre objectif est d'obtenir un appui public et privé pour les financer et nous espérons que le Bigtech leur permettra d'avoir des financements et des appuis.

*Propos recueillis par Amel  
Belhadj Ali*



**AUDIENCE WMC PORTAIL**  
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**  
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**  
Visites

+ de **23 Millions**  
Pages Vues

**L'Offre de ciblage intégrée la  
plus puissante du web tunisien**

CSP+, Cadres, Dirigeants...  
associé à un ciblage large public  
(depuis 2000)



 **ATB PAY**

**Retirez votre argent**  
**بتاليفونك تقضي شورك**





## *Tourisme alternatif en Tunisie*

# Un marché en plein essor

**Une étude quantitative et qualitative réalisée par "Emrhod Consulting" a révélé une croissance en crescendo des hébergements alternatifs et durables, représentant 9% du taux de pénétration du marché local ainsi qu'une grande variété d'offres.**

L'étude consacrée à la situation de l'hébergement touristique alternatif en Tunisie, dont les résultats ont été présentés

lors d'une table ronde tenue mardi à Carthage (banlieue nord de Tunis), recommande la mise en place d'un cadre juridique souple conforme à ce type de tourisme mondial, qui facilite l'accompagnement des investisseurs et des acteurs et les aide à suivre le rythme de cette nouvelle tendance.

Cette étude réalisée en deux étapes (clients puis les professionnels), a permis aux

Tunisiens de s'interroger sur leur perception de ce type de résidence et leurs exigences, leur permettant d'évaluer les perspectives de développement du marché.

35% des investisseurs sont actifs dans ce domaine depuis plus de quatre ans, selon l'étude, 78% des clients sont des touristes étrangers et 71% des familles. L'étude a montré que 39 % des Tunisiens perçoivent des tarifs

d'hébergement touristique alternatif appropriés, alors que 22 % considèrent que les prix sont élevés.

 **«L'étude recommande la mise en place d'un cadre juridique souple conforme à ce type de tourisme mondial, qui facilite l'accompagnement des investisseurs et des acteurs et les aide à suivre le rythme de cette nouvelle tendance.»**

L'étude a également montré que 34 % des Tunisiens tendent à utiliser ce genre de résidences pour les événements familiaux et les fêtes familiales, contre 44% qui les utilisent pour se retrouver entre amis et 52 % pour se reposer.

À la lumière de cette étude, le groupement professionnel des résidences alternatives présentera un plan d'action pour encourager et valoriser toutes les destinations dans différentes régions du pays à l'effet d'accroître la diversité et la rénovation, de présenter des offres de qualité et de réduire les disparités régionales.

Housseem Ben Azzouz, président de la Fédération Interprofessionnelle du tourisme

Tunisien, a déclaré à l'agence TAP que cette rencontre sera succédée par la mise en place d'un plan commun entre toutes les parties intervenantes dans ce domaine notamment le premier ministre et les ministères de l'agriculture et de la culture.

L'étude, réalisée à la demande de la Fédération interprofessionnelle du tourisme Tunisien en collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien (ONTT), a été la première du genre et sera suivie d'une autre étude sur les touristes étrangers. Le directeur général de l'ONTT, Helmi Hassine, a précisé dans une déclaration à l'agence TAP que les hébergements alternatifs incluent tout ce qui est en dehors du cadre de l'auberge traditionnelle, et profondément ancré en Tunisie et est soumis à plusieurs conditions, notamment la protection de l'environnement, les terres agricoles, le patrimoine et le respect des dispositions municipales.

 **«78% des clients des hébergements alternatifs en Tunisie sont des touristes étrangers et 71% des familles.»**

Il a souligné l'importance d'une action commune pour développer le tourisme, en particulier le tourisme durable, qui repose sur

des hébergements alternatifs, considérés comme étant un moteur pour l'emploi de la main-d'œuvre, attirant les touristes et exploitant la richesse dont regorgent ces régions, pouvant créer un dynamisme économique et valoriser les atouts culturels et patrimoniaux de la Tunisie.

 **«39 % des Tunisiens perçoivent des tarifs d'hébergement touristique alternatif appropriés, alors que 22 % considèrent que les prix sont élevés.»**

L'un des objectifs stratégiques du Ministère du Tourisme est de passer du système d'autorisations au système des cahiers des charges, ce qui encouragerait les investissements dans ce secteur à condition que le projet soit conforme aux normes en vigueur. Dans une déclaration à l'agence TAP, la directrice adjointe de la coopération suisse, Anne de Chambrier, a affirmé que cette rencontre a offert l'occasion pour les intervenants dans le secteur et les résidences alternatives autorisées et non autorisées de discuter des réalités du secteur, soulignant que la Tunisie dispose d'une grande richesse dans le domaine des hébergements alternatifs.



### *Ciel tunisien*

# L'Open Sky définitivement enterré ?

***A l'occasion de la visite inopinée effectuée, en avril 2024, à l'aéroport de Tunis Carthage, le Président de la république, Kaïes Saïed a exprimé de nouveau son opposition à la mise en place en Tunisie de l'open sky, mécanisme de déréglementation aérienne qui a fait l'objet d'une convention paraphée à la hâte, en 2017, par l'ancien chef du gouvernement Youssef Chahed avec l'Union européenne (UE).***

Plus exactement, le chef de l'Etat a noté au passage, dans la vidéo accompagnant le communiqué présidentiel sanctionnant cette visite, que « le ciel de la Tunisie

ne sera ouvert qu'à Tunisair », faisant ainsi allusion à son refus de l'Open Sky.

Pour mémoire, Kaïes Saïed avait, une première fois, rejeté de manière claire ce projet d'accord auquel les compagnies aériennes européennes tiennent particulièrement. C'était, le 30 juin 2023, lors de l'audience qu'il avait accordée à l'ancien ministre du transport Rabie Majidi qui était accompagné du PDG de Tunisair, Khaled Chelly. Le Chef de l'Etat avait déclaré, à cette occasion: « le ciel doit être ouvert aux avions tunisiens et non envahi par des avions qui ne laissent pas de place aux nôtres dans leurs essaims ».

En rejetant le projet d'accord sur l'Open Sky, le Président Kaïes Saïed rend un éminent service aux compagnies aériennes tunisiennes, notamment au transporteur public Tunisair. Il leur donne l'opportunité d'évoluer à leur rythme et de se préparer dans des conditions acceptables à la recrudescence de la concurrence.

A travers son refus de l'open Sky, le chef de l'Etat apporte, particulièrement, un soutien précieux au transporteur national, et ce, compte tenu des difficultés structurelles dans lesquelles il se débat. Il s'agit surtout d'un surendettement de 2,4 Milliards de dinars (chiffre de 2022) et d'un sureffectif de plus

de 6000 personnes contre une norme de 2000 agents et cadres pour une flotte opérationnelle de 10 avions.

**«Le ciel doit être ouvert aux avions tunisiens et non envahi par des avions qui ne laissent pas de place aux nôtres dans leurs essais.»**

Par ailleurs, la décision du gouvernement de procéder à l'extension de l'aéroport de Tunis Carthage pour porter sa capacité d'accueil à 13 millions de voyageurs s'inscrit, semble-t-il, dans cette perspective de donner à Tunisair le temps matériel requis pour se préparer à la concurrence internationale.

**«Notre pavillon national n'est pas préparé pour concurrencer les puissantes compagnies aériennes étrangères.»**

Cette extension entre, en principe, dans le cadre plus global du schéma directeur du secteur touristique tunisien. Il augmentera les capacités de l'aéroport pour répondre à la croissance des arrivées de touristes. Il s'agit du même objectif recherché par l'Open Sky. C'est dans le même esprit

et la même logique que s'inscrit également le plan de restructuration de la compagnie nationale.

***La Tunisie a de bonnes raisons pour rejeter l'Open Sky***

Il n'est pas besoin de rappeler que pour les responsables du groupe Tunisair, la convention sur l'open Sky est un accord périlleux, pour deux raisons principales.

La première réside dans le fait que la Tunisie n'avait pas vraiment besoin de l'ouverture de son ciel en ce sens où ce ciel est déjà largement ouvert. Selon les experts, les compagnies aériennes tunisiennes y compris le transporteur national Tunisair, à défaut de moyens financiers et logistiques conséquents, ne sont jamais parvenues, jusqu'ici, à exploiter totalement les 50% de part du marché qui leur revenait de droit. Elles sont actuellement à hauteur de 35%, laissant au total 65% (15% + 50%) de part du marché aux pavillons étrangers.

Mieux encore, en matière de charter, la Tunisie a libéralisé cette activité depuis les années 70. Ainsi, toute compagnie aérienne désireuse d'opérer en charter sur la Tunisie est autorisée à le faire quel que soit son pavillon d'origine et sans restriction de fréquences.

La deuxième raison serait que

dans leur intérêt, les compagnies tunisiennes, confrontées constamment à un problème de remplissage de sièges (60% environ) seraient mieux inspirées en pensant plus à remédier à cette lacune qu'à ouvrir le ciel à des concurrents plus puissants financièrement, mieux nantis et mieux équipés pour occuper le terrain et imposer leurs prix.

**«L'Open Sky était perçu par les compagnies tunisiennes comme une sérieuse menace pour leur pérennité.»**

Quant à nous, nous pensons que la décision du Chef de l'Etat de refuser ce mécanisme de dérégulation aérienne se justifie parfaitement en ce sens que notre pavillon national n'est pas préparé pour concurrencer les puissantes compagnies aériennes étrangères.

C'est pour cette raison que l'open Sky était perçu par les compagnies tunisiennes comme « une sérieuse menace pour leur pérennité ». C'est apparemment pour cette raison que d'autres destinations touristiques concurrentes de la Tunisie n'ont pas osé, jusqu'ici, adhérer à ce mécanisme, s'agissant entre autres de l'Égypte et de la Turquie.

ABOU SARRA



HORS-SÉRIE



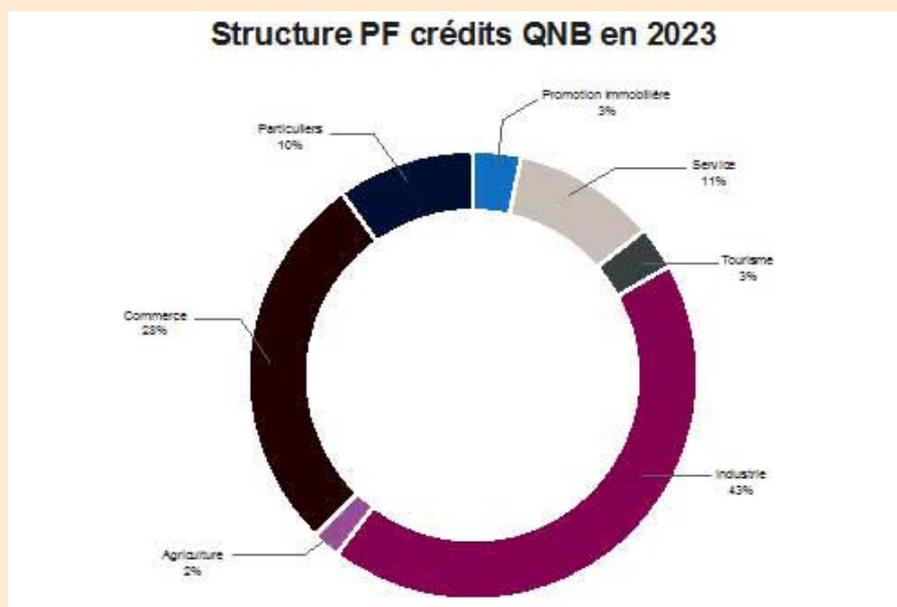
# L'Entreprise Digitale

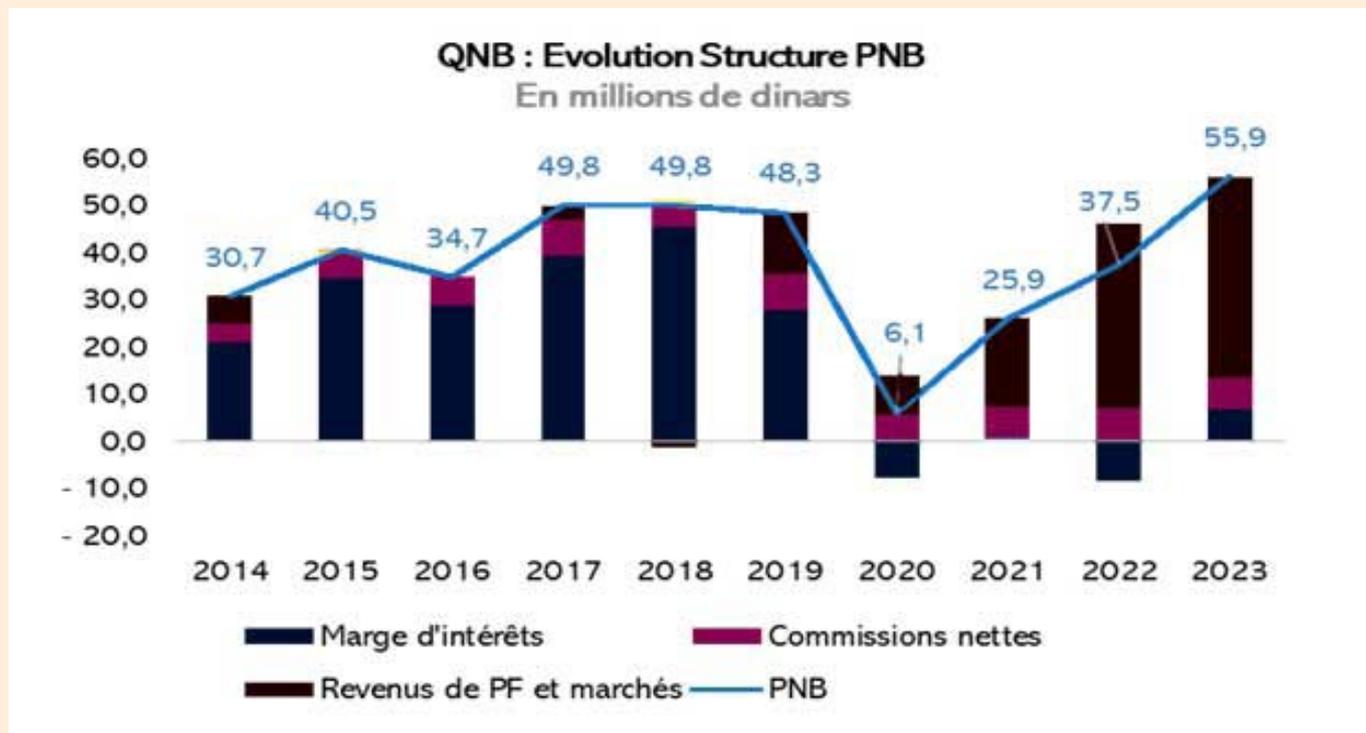


*QNB Tunisia*

# La banque se rapproche du break-even et confirme sa solidité

La montée en taille et en qualité, se consolide à QNB Tunisia: la filiale de la plus grande institution financière au Moyen Orient et en Afrique. Au terme de l'année 2023, l'encours des crédits de la banque monte à 1.316 millions de dinars enregistrant une progression brute de 98,5 millions de dinars hors l'opération de write-off qui a porté sur 75 millions de dinars.





Parmi ces encours, 438 millions de dinars ont été accordés à des entités du secteur public. Il importe de signaler également que le Portefeuille d'Investissement (Bons de Trésor) a atteint 477 millions de dinars en 2023 reflétant ainsi l'engagement de la banque et son soutien à l'économie tunisienne.

En parallèle, les engagements classés de la banque se sont contractés de 84,8 millions de dinars pour se situer à 605,4 millions de dinars, ramenant le taux des créances accrochées à 35,8% contre 46,3% en 2022 et un pic de 55,2% en 2021 et ce conformément à la feuille de

route présentée et approuvée par la BCT.

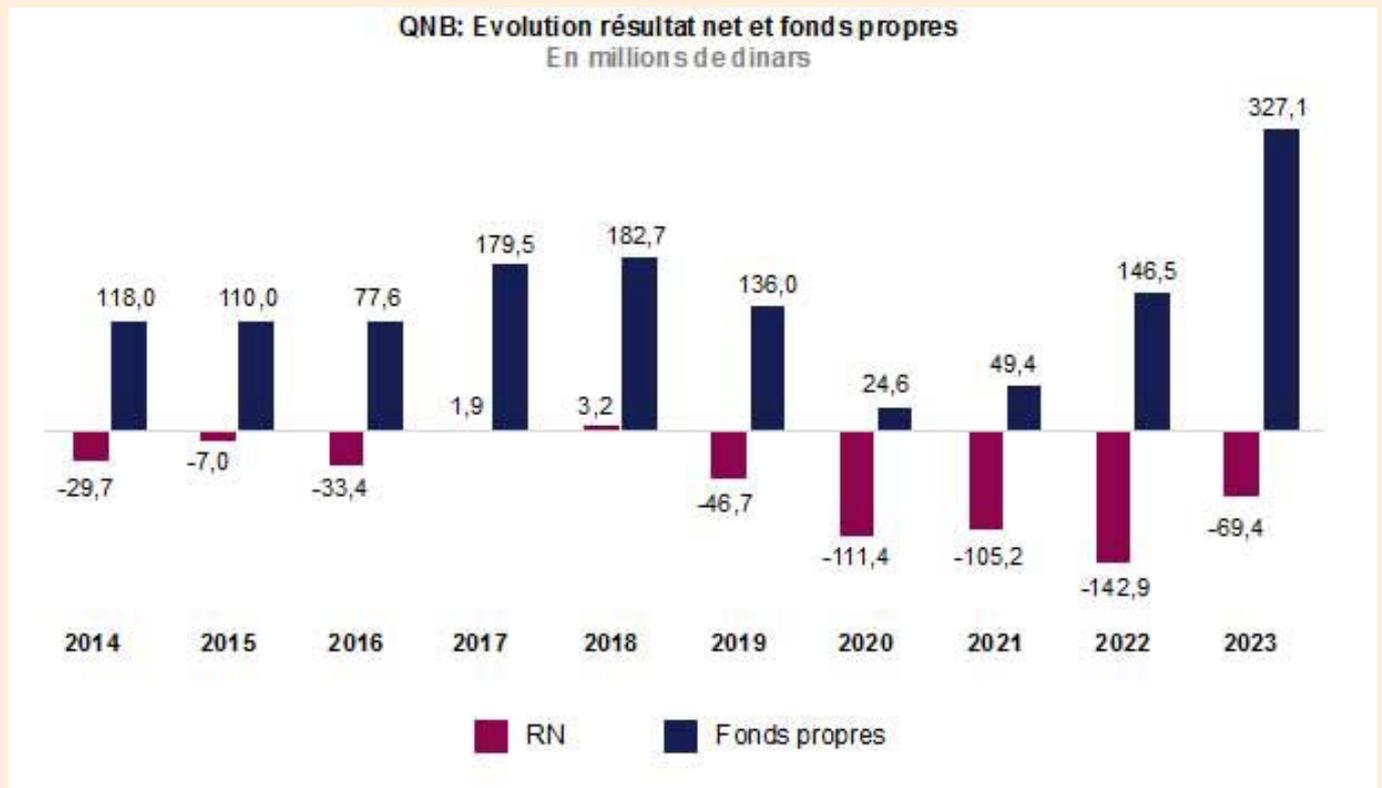
En 2023, la banque a confirmé son engagement de financement du secteur industriel tunisien avec un encours représentant 43% du total des crédits de la banque à fin 2023. QNB Tunisia est présente également sur les différents segments de l'économie à l'image du commerce et des services dont l'encours représente respectivement 28% et 11% des engagements de la banque.

Côté ressources, la collecte des dépôts a enregistré une progression de 12,3% totalisant à fin 2023, un encours de 1.351

millions de dinars dopé par la consolidation des comptes d'épargne et des dépôts à échéance.

Au terme de l'exercice 2023, QNB Tunisia redresse la barre de ses indicateurs de performance grâce au plan de restructuration mené depuis 2021.

En effet, le PNB a enregistré une ascension de 49,1%, soit un accroissement de 18,4 millions de dinars pour se situer à 55,9 millions de dinars. Cette remontée est attribuée à l'amélioration de la marge d'intérêt de 15,2 millions de dinars et des revenus du portefeuille d'investissement de



7,5 millions de dinars.

Le coût du risque de la banque a diminué de 53,8%. En effet, les dotations aux provisions sur créances, hors bilan et provisions pour passifs, sont passées de 114,4 millions de dinars (un record) en 2022 à 52,9 millions de dinars en 2023.

La banque améliore au passage le taux de couverture des créances classées de 5,9 points de pourcentage passant de 52,8% en 2022 à 58,7%.

L'amélioration au top line du compte de résultat s'est conjuguée à une maîtrise des charges opératoires, dont la

hausse a été limitée à +9,5%.

Ceci dit, QNB Tunisia atténue significativement le déficit du résultat net à -69 millions de dinars en 2023 (-49,1 millions de dinars sur une base consolidée), contre un déficit de 142,6 millions de dinars en 2022.

D'après le Business Plan, la banque devrait atteindre son break-even en 2025 et renouer ainsi avec les résultats positifs.

Par ailleurs, les fonds propres remontent à 327.1 millions de dinars, dopés par une succession d'augmentations du capital social grâce au soutien de la société mère.

Ainsi QNB Tunisia a maintenu les indicateurs réglementaires notamment le ratio de solvabilité CAR (34,6%) et le ratio de liquidité LCR (403,4%) largement au-dessus des exigences minimales de la Banque Centrale de Tunisie confirmant ainsi la solidité et la solvabilité de la banque.

QNB Tunisia est présente dans 11 gouvernorats à travers 29 agences, dont deux agences QNB FIRST à Tunis et à Sousse, 3 centre d'affaires CORPORATE pour les Entreprises à Tunis et à Sousse et 2 bureaux de change aux aéroports de Tunis Carthage et Djerba.



## *Banques*

# La Tunisian Saudi Bank augmente son capital de 100 MDT

**Réunis, le 3 avril 2024, dans le cadre d'une Assemblée Générale Extraordinaire, les actionnaires de la Tunisian Saudi Bank (TSB), anciennement, Société tuniso-saoudienne d'investissement et de développement (STUSID, 1981-2017) puis Stusid Bank (2017-2018) ont décidé, d'augmenter le capital de 100 millions de Dinars (MDT).**

Objectif recherché : renforcer les capacités de la banque et la doter de tous les ingrédients de succès nécessaires à l'implémentation de sa nouvelle orientation stratégique.

Cette dernière vise le

renforcement du modèle opérationnel de la banque, l'amélioration de l'expérience client et l'accélération du processus de digitalisation de la banque.

Dernier chantier ouvert par la TSB avant l'augmentation de son capital, le provisionnement, en 2022, d'une bonne partie de ses créances douteuses. Cette opération s'est soldée par un résultat déficitaire en 2022.

La TSB est une banque de droit tunisien fondée le 30 mai 1981 au terme d'une convention signée entre les gouvernements tunisien et saoudien. Elle est dotée d'un capital de 100MDT équitablement réparti entre les

deux gouvernements.

Depuis sa création en tant que banque d'investissement, la Tunisian Saudi Bank a joué pleinement son rôle de promoteur économique en finançant divers projets novateurs dans le pays.

« Sa conversion en une banque universelle en 2005 n'a pas mis fin à cette mission et la TSB a continué à jouer son rôle économique, en apportant son support et ses services à l'ensemble de sa clientèle, qu'elle soit une entreprise, des professionnels ou des particuliers », lit on dans un communiqué publié à l'occasion de cette augmentation du capital.

ABS

# UBCI, 1<sup>ère</sup> Banque en Tunisie Labélisée « Engagé RSE »



AGO UBCI

# Fondamentaux solides et perspectives prometteuses



du système d'information, le développement des activités de marché, la consolidation de l'activité bancassurances et la prise en compte des besoins des PME.

"Notre ambition est de construire une banque universelle et citoyenne qui s'inscrit dans une dynamique de croissance saine et durable avec des marqueurs d'ADN: qualité, innovation et durabilité, a conclu le Directeur Général

Courant l'année 2023, l'UBCI a poursuivi ses actions en matière de Responsabilité Sociétale confirmant son statut de banque citoyenne et engagée, rappelons à ce titre que l'UBCI a été la première banque Tunisienne à obtenir le label « Engagée RSE – Confirmé » délivré par « AFNOR Certification ».

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé de distribuer un dividende brut par action de 1,250 qui sera servi à partir du 7 mai prochain.

**L'Assemblée Générale Ordinaire de l'UBCI s'est tenue le 26 avril 2024 sous la présidence de M. Hassine DOGHRI, Président du Conseil d'administration en présence de M. Mohamed Koubaa, Directeur Général, des actionnaires et des membres du Conseil d'administration.**

Après avoir souhaité la bienvenue aux présents, M. Hassine DOGHRI a rappelé qu'en dépit d'une conjoncture macro-économique difficile en 2023,

l'UBCI a poursuivi sa dynamique de croissance faisant preuve d'une capacité de résilience remarquable en préservant des ratios prudentiels solides avec le souci permanent de contribuer au développement de l'économie nationale et mieux servir et accompagner ses clients.

M Mohamed Koubaa a souligné que l'année 2023 a été marquée par la continuité des projets stratégiques de restructuration et de transformation qui animent la banque, notamment la refonte



# La BIAT tient son assemblée générale ordinaire

**Les actionnaires de la BIAT ont tenu leur assemblée générale ordinaire au sein du siège social de la banque en présence des membres du bureau de l'assemblée, des administrateurs, de la direction générale, des actionnaires et des invités.**

L'assemblée générale ordinaire de la BIAT s'est tenue le vendredi 26 avril 2024 au sein de son siège social en présence des actionnaires de la BIAT qui ont assisté à une présentation des réalisations de la banque et des projets stratégiques mis en place tout au long de l'année.

**Des performances financières et des distinctions prestigieuses pour la BIAT**

La séance a débuté par une présentation des performances financières et des distinctions obtenues par la BIAT. La BIAT a affiché de bonnes performances en 2023 lui permettant de continuer à apporter son soutien à l'économie tunisienne. Ces performances ont été rendues possibles grâce à sa politique prudente de gestion des risques, sa gouvernance saine et visionnaire, l'engagement et l'expertise de ses collaborateurs. La BIAT a consolidé son positionnement en 2023 avec

un PNB de 1 397 millions de dinars et des encours de dépôts établis à 18 802 millions de dinars. De plus, les encours des crédits nets ont atteint 12 442 millions de dinars dont 3 979 millions de dinars de crédits octroyés aux particuliers et 3 800 millions de dinars en faveur de l'investissement des entreprises. Le taux des créances douteuses et litigieuses a été quant à lui maîtrisé par la banque au niveau de 6,8%.

Grâce à une stratégie commerciale qui repose sur une spécialisation par segment de clientèle, la BIAT a pu poursuivre ses efforts en 2023 pour assurer

l'accompagnement de plus de 930 000 clients et renforcer leur confiance. Elle a également confirmé son rôle de bailleur de fonds de référence avec 37 000 nouveaux crédits octroyés aux particuliers.

Le Centre de Relations Clients, devenu un élément crucial dans l'expérience clients et sa proximité avec la banque, a géré près de 350 000 appels téléphoniques en 2023 et traité 47 000 demandes en ligne.

L'ensemble de ces réalisations a permis à la BIAT d'obtenir deux distinctions d'excellence en 2023:

- La BIAT a été nommée « Meilleure banque en Tunisie 2023 » par le magazine Euromoney, considéré comme une référence mondiale dans le domaine financier. Succédant à celle obtenue en 2019, cette distinction fait référence aux performances soutenues de la banque, la qualité de ses services, sa stratégie de développement et sa bonne gouvernance.
- La BIAT a obtenu le prix de « Meilleure innovation dans la banque de détail en Tunisie 2023 », attribué par le magazine anglais International Banker. Cette reconnaissance

internationale de renom traduit la position de la BIAT en tant que banque de référence en matière de développement technologique et de services à la clientèle dans le secteur bancaire et financier ainsi que sa contribution à la croissance économique.

Par ailleurs, la BIAT a confirmé sa certification au standard international MSI 20000 (Market Standard Indicator indice 20000) pour la douzième année consécutive, un standard international consacré à la qualité financière des entreprises et des institutions. Cette certification constitue un gage de bonnes pratiques en matière de management et de gestion financière et un indice de bonne gouvernance financière.

La BIAT a fait également partie du Top 50 des banques les plus valorisées, du dernier classement Forbes Middle East. Au niveau de la région MENA, elle s'est positionnée au 48ème rang avec une capitalisation boursière de 1 milliard de dollars au 28 février 2023.

### **Poursuite des projets stratégiques de la banque**

Par la suite, un aperçu de l'évolution de la transformation digitale au sein de la BIAT a été donné, suivi d'éclaircissements concernant la poursuite du

déploiement du nouveau concept d'agences.

Il a été avancé que la BIAT a continué d'enrichir son offre digitale « MyBIAT Retail » en 2023, dans le cadre de l'implémentation de sa transformation digitale entamée en 2018. Avec l'introduction de nouvelles fonctionnalités tout au long de l'année, la BIAT a pu consolider son positionnement en matière de digital et renforcer l'attractivité et l'utilité de son offre dédiée aux particuliers.

Par ailleurs, l'année 2023 a été marquée par l'avancement des tests préliminaires au lancement de « MyBIATCorporate », l'offre dédiée aux entreprises, clientes de la banque. Il a été clarifié que la phase de bêta-test s'est étendue auprès d'un nombre significatif de testeurs, tous clients de la banque et volontaires pour s'associer à ses efforts de présenter une solution digitale qui répond aux besoins spécifiques des entreprises.

Comptant plus de 340 000 utilisateurs actifs, MyBIAT est une plateforme novatrice, hautement sécurisée et conçue pour offrir une expérience numérique sur mesure pour l'ensemble de la clientèle de la BIAT et fournir un outil essentiel pour faciliter le suivi de ses opérations bancaires.

Concernant la généralisation du

nouveau concept d'agences, il a été exposé que la BIAT a entamé la phase de généralisation après le lancement réussi, en 2021, de deux sites pilotes situés dans la Banlieue Nord de Tunis et aux Berges du Lac. Ainsi, les villes de la Marsa, Nabeul, Sfax et Zarzis ont accueilli chacune une nouvelle agence offrant aux clients une expérience innovante tant au niveau de la prise en charge que des services digitaux. Ce nouveau concept d'agences incarne de manière plus significative les valeurs d'engagement et de transparence de la banque de par la proximité relationnelle et la fluidité du parcours client qu'il propose ainsi que la modernité et la convivialité dans les espaces. Le chantier de généralisation concerne une cinquantaine d'agences qui seront converties en agences nouveau concept au courant de l'année 2024 et couvrira progressivement d'autres lots d'agences. La BIAT a continué à déployer son nouveau modèle d'agences afin de proposer à sa clientèle une expérience renouvelée, aussi bien sur le plan de l'accompagnement relationnel que sur le plan des services numériques et des innovations.

### **La responsabilité sociétale au cœur de la stratégie de la BIAT**

Ayant intégré la responsabilité sociétale dans sa stratégie et depuis plusieurs années, la BIAT

a renforcé son engagement afin de jouer un rôle impactant dans le développement de l'économie et de la société. Son soutien renouvelé en 2023 en faveur d'événements culturels et artistiques ayant eu lieu dans la capitale ou dans les régions, témoigne de sa contribution continue à la croissance de l'économie culturelle et à sa démocratisation.

Par ailleurs et conformément à ses objectifs stratégiques, la BIAT a consolidé cet engagement citoyen à travers les initiatives mises en œuvre par la Fondation BIAT, notamment pour la valorisation du patrimoine immatériel tunisien. Ainsi, la Fondation BIAT a entrepris en 2023 l'élaboration d'une série d'ouvrages s'inscrivant dans une démarche de conservation et de maintien de la richesse culturelle nationale.

De plus, la volonté d'agir pour la préservation et la valorisation du patrimoine historique national a conduit la BIAT à prendre part à la réalisation de plusieurs projets nationaux qui trouvent un écho dans les besoins sociétaux. C'est ainsi qu'elle s'est engagée à piloter les travaux de restauration complète de la piscine municipale du Belvédère et de ses annexes, un lieu emblématique de détente, d'échanges et pour pratiquer la natation, accessible à tout le monde. De même, la BIAT a

pris en charge la restauration complète et la rénovation du Centre Culturel Ibn Khaldoun avec la création d'un espace communautaire dédiée aux activités et événements culturels. En outre, la BIAT s'est engagée pour améliorer les conditions de scolarité des élèves et lycéens de zones et d'institutions désignées par les autorités publiques compétentes et ce, à travers la Fondation BIAT. Le projet porte sur l'aménagement et l'équipement des salles informatiques et polyvalentes, des aires de jeux et des bibliothèques.

### **Une gouvernance saine et visionnaire**

Il a également été mis en évidence que le dispositif de gouvernance de la BIAT lui a permis de réaliser, dans une large mesure, de bonnes performances durant toute l'année 2023. La BIAT a continué à œuvrer pour maintenir une gouvernance solide, saine et en adéquation avec les normes internationales les plus rigoureuses.

Au-delà du cadre réglementaire définissant les principes de gouvernance pour les institutions bancaires, la BIAT a poursuivi ses efforts pour surveiller de près le bon fonctionnement de son propre dispositif de gouvernance, conçu pour garantir une prise de décision éclairée et une performance durable, tout en



créant de la valeur pour ses actionnaires et renforçant la confiance des investisseurs.

En effet, la BIAT a instauré un dispositif de gouvernance efficient reposant sur un fonctionnement efficace des organes de gouvernance, une culture forte du risque et du contrôle interne, ainsi qu'un processus de transparence basé sur des informations fiables. Elle promeut également des politiques rigoureuses en matière d'éthique et de conduite exemplaire.

Avant la clôture de la séance, les nouveaux défis de la BIAT ont été mis en exergue et ce, en matière de développement digital, de data et de sécurité. A cet effet, il a été annoncé que le conseil d'administration de la BIAT, réuni le 29 mars 2024, a nommé Elyes Jebir en tant que nouveau Directeur Général, succédant à Moez Hadj Slimen qui est appelé à diriger et structurer BIAT Innovation & Technology, la nouvelle filiale informatique et technologique de la banque. Il a été également porté à la connaissance des présents que le Conseil d'Administration accueillera deux nouveaux membres indépendants.

En conclusion, la BIAT a pu consolider ses performances au fil des années, à la faveur d'une gestion saine et maîtrisée de son activité. Elle aborde la nouvelle

année sous de bons auspices en s'appuyant sur l'expertise, le dynamisme et l'engagement de ses équipes et en mobilisant les ressources nécessaires pour continuer à offrir des prestations en ligne avec les attentes de sa clientèle, de ses partenaires et de son actionnariat.

### **A propos de la BIAT :**

Banque universelle, acteur de référence en Tunisie, la BIAT constitue aujourd'hui un groupe bancaire solide avec ses filiales dans les domaines de l'assurance, de la gestion d'actifs, du capital-investissement, de l'intermédiation boursière et du conseil. Implantée sur tout le territoire, la BIAT compte aujourd'hui 206 agences à travers toute la Tunisie. Près de 2000 collaborateurs travaillent au service de tous ses clients : particuliers, professionnels, PME, grandes entreprises et institutionnels.

Très attentive à sa responsabilité sociétale, la BIAT a traduit son positionnement citoyen par de nombreux engagements. La création de la Fondation BIAT pour la jeunesse tunisienne, au printemps 2014, en est emblématique et ancre cet engagement de façon pérenne.

[www.biat.com.tn](http://www.biat.com.tn)

## **7000 nouvelles entreprises**

Les données relatives à la croissance du nombre d'entreprises enregistrées auprès du Registre national des entreprises (RNE) révèlent une croissance sur une base annuelle de 7% à la fin du mois de février 2024, ce qui laisse augurer d'une reprise de la croissance économique en Tunisie, a déclaré Adel Chouari directeur général du RNE dans une interview réalisée au studio TV de l'agence TAP.

Répondant à une question concernant le développement des données d'enregistrement des sociétés auprès du Registre, Chouari a ajouté que le nombre d'entreprises qui se sont inscrites pendant les mois de janvier et février 2024 a dépassé la barre de 7000.

Cette liste comprend les entreprises, les travailleurs indépendants, les sociétés coopératives et citoyennes, a-t-il précisé, ajoutant qu'à la fin de 2023, environ 23 mille 923 entreprises de toute nature, professions et associations ont été enregistrées.

Selon Chouari, les entreprises représentent environ 13 mille 403 enregistrements, sachant que 93% des sociétés sont des entreprises unipersonnelles et 3% des SA (sociétés anonymes).



## *AMEN BANK affiche des résultats solides en 2023* résilience, croissance et dividende

**L'Assemblée Générale Ordinaire d'AMEN BANK – Exercice 2023, qui s'est tenue le 25 avril 2024, a confirmé la capacité de résilience de la Banque qui a pu s'adapter aux aléas économiques et conjoncturels du pays en confortant ses assises, et en maintenant sa dynamique commerciale dans la collecte des ressources et dans le financement de l'économie. En plus du renforcement constaté, AMEN BANK a réussi à assurer un bon rendement à ses fidèles actionnaires.**

Ainsi, les dépôts de la clientèle se sont établis à fin décembre 2023 à 7 625,6 MD, contre 6 990,8 MD en 2022, en évolution de 9,1% dopés notamment par l'évolution des dépôts d'épargne ainsi que celle des dépôts à terme.

Les crédits à la clientèle ont enregistré une progression de 4,02%, passant de 6 889,8 MD à 7 166,5 MD, démontrant la confirmation du soutien d'AMEN BANK à l'économie en attente de reprise.

**AMEN BANK a confirmé Sa capacité de résilience EN s'adaptANT aux aléas économiques et conjoncturels du pays, en confortant ses assises, et en maintenant sa dynamique commerciale dans la collecte des ressources et dans le financement de l'économie**

Les produits d'exploitation, en augmentation de 16,4% par

rapport à 2022, et les charges d'exploitation bancaire, qui ont enregistré une évolution de 23,7%, ont permis une progression de 9,1% du Produit Net Bancaire, passant de 494,9 MD, à 540,0 MD.

L'augmentation des charges opératoires de 8,65%, résulte notamment des frais de personnel qui ont enregistré une évolution de 9,3% par rapport à fin décembre 2022, due essentiellement à l'augmentation salariale sectorielle. Malgré cette hausse, le coefficient d'exploitation s'est amélioré à 39,76% contre 39,93% au 31 Décembre 2022, soit une amélioration de 17 points de base.

Ces réalisations ont permis de dégager un résultat net en 2023 de 194,9 MD en progression de 25,8% par rapport à 2022.



De plus, l'exercice 2023 a conforté la Banque dans la poursuite du renforcement de ses fonds propres et la consolidation de sa structure financière. Ainsi, le niveau de capitaux propres d'AMEN BANK a atteint 1 442,3 millions de dinars au 31 décembre 2023, en progression de 10,8% dégageant un actif net par action de 44,4 dinars.

Par ailleurs, au cours de la même année, AMEN BANK a maintenu un bon profil de risque de liquidité en réduisant son recours au refinancement. Ainsi, le ratio de liquidité, LCR, à fin 2023 a été de 177,55% contre un ratio réglementaire minimum fixé par la BCT de 100,00%.

Au 31 décembre 2023, le ratio de solvabilité et le ratio Tier 1 se sont respectivement établis à 17,28%, et 12,05%, largement au-dessus des exigences réglementaires respectives de 10% et 7%, confirmant la solidité de sa structure financière.

**Ces réalisations ont permis de dégager un résultat net en 2023 de 194,9 MD en progression de 25,8% par rapport à 2022**

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires a décidé de distribuer un dividende de 3,220 dinars par action, soit un PayOut

de 50% représentant 64,4 % du nominal.

**L'AGO des actionnaires a décidé de distribuer un dividende de 3,220 dinars par action, soit un PayOut de 50% représentant 64,4 % du nominal**

L'année 2023 a également enregistré la consécration d'AMEN BANK, en tant que Banque innovante, misant sur la digitalisation de ses process et l'amélioration de la qualité de ses services. En effet, AMEN BANK s'est vue décerner plusieurs trophées tels que : « Elu Service client de l'année 2024 » (ESCDA), pour les catégories « Banque » et « Banque digitale », et « Meilleure Banque en Tunisie pour l'année 2023 », par le magazine Global Finance.

De plus, AMEN BANK a confirmé sa certification MSI 20000, en 2023 ; ce qui constitue un gage de confiance et un repère de qualité à l'échelle nationale et internationale.

Par ailleurs et afin de renforcer sa sécurité contre les attaques cybernétiques, AMEN BANK a signé une convention d'adhésion aux services du CERT Bancaire.

## Entreprises dormantes

Le Centre National du Registre des Entreprises (CRNE) a soumis à la présidence du Gouvernement une initiative législative permettant de prendre les mesures administratives nécessaires à l'encontre des dizaines d'entreprises dormantes non dissoutes et qui peuvent être exploitées pour le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme le directeur général du centre, Adel Chouari.

Cette initiative vise à permettre à la RNE d'intervenir et à prendre les mesures administratives à l'aide de mécanismes juridiques, a-t-il expliqué dans une interview réalisée au studio TV de l'agence TAP.

Le responsable a expliqué que ces entreprises sont considérées dormantes car leurs propriétaires ne sont pas parvenus à les dissoudre à l'amiable ou sur décision de justice à cause d'un conflit et ont choisi de les laisser en veille ou de créer d'autres sociétés.

Il a fait savoir que, dans le cadre de son rôle de lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent, le RNE œuvre à maîtriser ce phénomène via l'amendement du statut du registre pour favoriser l'intervention administrative après la finalisation des mesures, une solution pratiquée déjà à l'échelle internationale.

# Kia EV6. 100% électrique.



Movement that inspires

CITY CARS S.A/ CONCESSIONNAIRE Kia / 31, Rue des Usines ZI la Goulette-Kram/Tél : (216) 36 406 200.

Rejoignez nous sur nos pages :





*Tunisie*

## Quel avenir pour les startups dans l'attente de la loi Startup Act 2.0 ?

***Dans l'attente de la promulgation de la nouvelle loi de change et la loi Startup Act 2.0 toujours en gestation, alors que la première, celle de 2019, prise pour référence***

***par l'Union africaine, a inspiré d'autres États comme l'Algérie, le Sénégal et le Rwanda, qui eux progressent pendant que la Tunisie recule, les start-uppers***

***tunisiens avancent même si le rythme des politiques nationales de développement technologique est trop lent et trop réducteur pour leurs idées.***

Le gouverneur de la BCT Fathi Ennouri, a promis un code de Change qui changera le paysage de l'investissement et de l'entrepreneuriat en Tunisie, prions pour que cela se vérifie après promulgation.

Alaya Bettaieb, DG de Smart Tunisia rappelait dans le rapport annuel de Startup Tunisia 2021 la grande réalisation que fût la promulgation de la loi Startup en 2019 "amorçant une toute nouvelle dynamique dans le pays et constituant le premier des 3 piliers de l'initiative Startup Tunisia" mais qu'en est-il aujourd'hui, alors que le monde entre de plain pied dans l'ère de l'intelligence artificielle, de l'évolution technologique en Tunisie et quel avenir pour les startups labellisées qui avancent à un rythme de 20 nouvelles créations par mois ?

 **«Bravant le contexte économique difficile, les startups tunisiennes arrivent à tirer leur épingle du jeu et à réaliser des chiffres d'affaires relativement importants.»**

Des startups qui partent excédées par la lourdeur de l'appareil administratif et la complexité administrative. En 2021, on a

dénombré 103 startups fondées par des Tunisiens installées à l'étranger. Elles se trouvent aux 4 coins du monde. 64 startup sont installées en France qui a la part du lion, 10 en grande Bretagne, 8 en Allemagne, 4 à Dubaï, 2 en Chine, 1 au Japon, 2 en Suisse, 1 en Belgique, 1 en Hollande, 1 en Pologne, 1 en Espagne, 1 *au Liechtenstein*, 1 *en Turquie*, 1 *à Bahreïn* et 1 *en Arabie Saoudite*.

Pendant que certains présumés économistes créent de nouvelles théories et tirent le pays vers un obscurantisme économique jamais vécu par le pays auparavant, les émules des nouvelles technologies avancent à pas de géants préférant quitter un pays qui ne reconnaît ni modernité, ni progrès !

La Tunisie d'initiatrice de la startup Act 1 risque de se retrouver à la traîne !

***La Tunisie a, il est vrai, grâce au Startup Act 1, été avant-gardiste mais ce n'est plus le cas.***

C'est un pas condamné à initier des mouvements de développement économique et technologique et à s'arrêter au milieu de la route se laissant surpasser par les autres. Si la Tunisie ne prend pas conscience de la rapidité des avancées technologiques et de la lenteur de ses réalisations en l'absence

des stratégies concrètes et réalisables, elle risque de sortir de la carte mondiale des nouvelles économies.

Cela alors que, bravant le contexte économique difficile, les startups tunisiennes arrivent à tirer leur épingle du jeu et à réaliser des chiffres d'affaires relativement importants. En 2021, elles ont réalisé un CA de 120 millions de dinars, soit une hausse de 67% en glissement annuel et en pleine période post covid.

 **«Créer de nouvelles startups, croire encore dans un système, aussi approximatif soit-il, est la preuve que les jeunes sont résolus et s'engagent avec détermination sur le chemin du développement de l'entrepreneuriat dans les nouvelles économies.»**

La configuration des startups se présente comme suit selon une étude d'Entrepreneurs of Tunisia : 35,65 % sont fondées par des femmes, 79 % ont été créées par plus d'un fondateur. 164 évoluent dans le secteur "Software, Big Data et analytics, 138 dans le E-Commerce et Marketplace et 82 dans les "Médias, gaming & Other Creative Content".

Les secteurs qui ont rayonné en 2023 évoluent dans la "Healthtech" avec la création de 8 startups, le Business Software and Services avec + 18 startups, l'AgriTech +7 startups, les "Consumer Products And Services" + 7 startups, le "Cleantech & Energy" +7 startups et "Transport, logistics et mobility" + 7 startups.

Créer de nouvelles startups, croire encore dans un système, aussi approximatif soit-il, est la preuve que les jeunes sont résolus et s'engagent avec détermination sur le chemin du développement de l'entrepreneuriat dans les nouvelles économies malgré des infrastructures très approximatives et un réseau qui ne figure pas parmi les plus rapides dans le Nord de l'Afrique.

**“Il faudrait peut-être prendre connaissance de l'état de développement des start-up une fois labellisés: le capital, l'accélération ainsi que les barrières de toutes natures.”**

Ainsi nous pouvons lire sur le site "speedtest global index" que l'Algérie a enregistré une amélioration substantielle de la vitesse médiane de

téléchargement du haut débit fixe entre 2020 et 2023, multipliée par 4,5 pour atteindre 11,34 Mbps tout comme d'autres pays, à l'exception de la Tunisie, qui ont vu leurs vitesses médianes de téléchargement du haut débit fixe plus que doubler au cours de la même période.

Le Maroc a connu une augmentation significative de la vitesse médiane de téléchargement, avec une multiplication par plus de 22 pour atteindre 19,09 Mbps au troisième trimestre 2023. Les autres pays d'Afrique du Nord ont connu des améliorations plus modestes des vitesses de téléchargement, allant d'une multiplication par 1,5 en Algérie à une multiplication par 2,5 en Tunisie.

Dans cet état de choses, nous ne pouvons ignorer l'exceptionnalité des jeunes tunisiens qui créent, innovent, rayonnent malgré toutes les entraves techniques et réglementaires. A ce propos, comme mentionné par El Moez sur la page Entrepreneurs of Tunisia, "Il faudrait peut-être prendre connaissance de l'état de développement des start-up une fois labellisés: le capital, l'accélération ainsi que les barrières de toutes natures".

*Amel Belhadj Ali*



**AUDIENCE WMC PORTAL**  
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**  
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**  
Visites

+ de **23 Millions**  
Pages Vues

**L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien**

CSP+, Cadres, Dirigeants...  
associé à un ciblage large public  
(depuis 2000)

# Tunisiens

## Résidents à l'Étranger





## *Bourse de Tunis*

# Le Tunindex en hausse tiré par l'indice bancaire

La bourse de Tunis a terminé la semaine (du 22 au 26 avril) sur une note haussière. Tiré vers le haut par la bonne performance de l'indice bancaire (+2 %), le benchmark a clôturé la semaine sur une hausse hebdomadaire de +1,6 % pour s'établir à 9117,33 points, ramenant ainsi sa performance depuis le début de l'année à +4,2 %, selon l'intermédiaire en bourse, Tunisie Valeurs.

Sur le front des échanges, les volumes, ont été, essentiellement, dynamisés par le titre SOTUVER. Les échanges ont totalisé une

enveloppe de 22 MD, soit un volume journalier moyen de 4,4MD.

### **Analyse des valeurs**

Le titre BH LEASING s'est retrouvé en haut du podium. L'action du loueur a affiché la meilleure performance de la semaine, se hissant de 18,3% à 2,970D, dans un flux dérisoire de mille dinars.

Le titre SPDIT a figuré parmi les plus grands gagnants de la semaine. L'action du de la SICAF a progressé de 18 % à 10,3D,

en drainant un volume de 283 mille dinars sur l'ensemble de la semaine.

Le titre ELECTROSTAR s'est retrouvé en queue du peloton. La valeur de la société a reculé de 10,9 % à 0,410D, dans un volume d'échange quasi-nul.

Le titre SOTUVER a été le plus échangé courant la semaine, accaparant, à lui seul, 55,1 % du volume transigé sur le marché, et ce, grâce à la réalisation d'une transaction de bloc portant sur une enveloppe globale de 3,7 MD.

## Assemblée générale de la BIAT

# «Notre priorité est la transformation numérique et non l'internationalisation»



**Dans un environnement économique et financier difficile, la Banque internationale de Tunisie (BIAT) a réussi à dégager des résultats en ligne avec son plan de développement. De belles performances annoncées lors de l'AGO de la BIAT tenue vendredi 26 avril au siège de la banque à Tunis devant des actionnaires qui ont exprimé leur satisfaction quant aux résultats de la banque.**

Ainsi les dépôts sont passés de 17 167 MD en 2022 à 18 802 MD en 2023, avec des dépôts à vue de 50,2% du total, preuve de la confiance des dépositaires en la banque. Les encours crédits

nets ont atteint 12 442 MD dont 3 979 MD octroyés aux particuliers (37.000 bénéficiaires) et 3 800 MD en faveur de l'investissement des entreprises.

Le taux des créances douteuses a pour sa part été maîtrisé ne dépassant pas les 6,8%. Le résultat net de la banque a été de 331,4 MD en 2023 contre 299,7 MD en 2022, soit en hausse de 10,6%. Le produit net de la banque est passé de 1267,1 MD en 2022 à 1396,9 MD en 2023, soit une hausse de 10,2%.

L'évolution des créances nettes à la clientèle ont été de 12 442 MD augmentant de 163 MD par rapport à l'année précédente et

celle de la marge en intérêts a été de 17,8% passant de 552,8 MD en 2022 à 652,7 MD en 2023.

Les résultats d'exploitation ont augmenté de 20,8 % pour atteindre les 590,7 MD alors qu'ils étaient de 482,0 MD en 2022. Les capitaux propres de la BIAT ont augmenté de 6,4% en 2023 à 2082 MD contre 1957 MD en 2022. Le total bilan s'est accru de 8,7% passant de 21 115 MD en 2022 à 22 945 MD en 2023.

Le recours global au refinancement est passé pour sa part de 14 921 MD en 2022 à 15 287 en 2023.

### **Dividendes, énergie et internationalisation**

Les critiques des actionnaires présents lors de l'assemblée ont concerné les dividendes, lesquels, selon eux, doivent augmenter au vu des résultats positifs de la Banque. Ismail Mabrouk, président du conseil d'administration de la BIAT, s'est montré rassurant, leur signifiant que la BCT a autorisé

l'augmentation du montant du dividende à 6 dinars.

Il a été aussi question de la charge énergétique trop lourde pour un actionnaire, une remarque appréciée par le président du Conseil qui a promis d'y remédier en recourant à des énergies non coûteuses et de prendre en compte l'importance de l'empreinte Carbone.

D'autres remarques ont concerné les performances de la BIAT en 2019 : "Nous espérons que vous pourrez de nouveau les atteindre".

Un actionnaire a exprimé le vœu de voir la BIAT s'internationaliser : « Dans une conjoncture triste à pleurer, nous sommes épatés par vos réalisations, nous vous demandons de nous dire s'il est maintenant possible de nous accompagner en Afrique par des structures dédiées ».

La réponse de M. Mabrouk a été ferme : "La priorité de la BIAT pour les 3 années à venir est la transition digitale. Vous connaissez le Value Digital Services et là nous sommes sur BIAT IT. Le passage au numérique est déterminant pour le futur de la BIAT. L'internationalisation n'est pas à l'ordre du jour".

Pour précision, la BIAT œuvre activement à sa transformation numérique en dédiant une équipe de jeunes ingénieurs

lesquels, en partenariat avec plusieurs Fintechs, se consacrent à la réussite de cette mission. La BIAT a étoffé son offre digitale "MyBiat Retail" consolidant ainsi sa place sur le marché des particuliers à travers des offres dématérialisées dont MyBIAT, une offre digitale qui assure, à travers de nouvelles fonctionnalités, des services rapides et sécurisés. Le lancement de MyBiat Corporate est en gestation en attendant son lancement effectif.

Un nouveau concept agence a été mis en place. Les sites pilotes sont situés dans la Banlieue Nord de Tunis et aux Berges du Lac, dans les villes de la Marsa, Nabeul, Sfax et Zarzis. Chaque nouvelle agence offre aux clients une expérience innovante tant au niveau de la prise en charge que des services digitaux dans le respect des valeurs d'engagement et de transparence de la banque. Le concept sera généralisé à une cinquantaine d'agences en 2024. L'engagement social de la BIAT ne date pas d'aujourd'hui. À travers sa fondation, des actions innombrables ont été réalisées pour accompagner les jeunes porteurs de projets ou soutenir les structures scolaires, culturels et artistiques

La BIAT milite aussi pour la sauvegarde du patrimoine immatériel tunisien pour preuve le cadeau de fin d'année

représenté par un magnifique ouvrage racontant les traditions culinaires du Nord-Ouest. Dans la continuité de son soutien aux acquis historiques sportifs et culturels en Tunisie, la BIAT via sa fondation s'est engagée à piloter les travaux de restauration de la piscine emblématique du Belvédère et la rénovation totale du centre culturel Ibn Khaldoun.

Par la vision de ses dirigeants choisis parmi le gotha des compétences économiques et financières en Tunisie, son mode de gouvernance et la volonté de se positionner en tant que banque leader, la BIAT s'impose en tant que banque privée référence. Grâce à son rayonnement et ses réalisations, elle a été sacrée par plusieurs organismes meilleure banque en Tunisie 2023, (Magazine Euromoney) et meilleure innovation dans la banque de détail 2023 (Magazine anglais international Banker).

La BIAT est aussi certifiée au Standard international MSI 20000 pour la 12ème fois consécutive, ce qui confirme ses bonnes pratiques en matière de management et de gestion financière.

*Loin des discours pompeux, ce sont les réalisations qui comptent ! Ne dit-on pas que c'est à l'œuvre qu'on connaît l'artisan ?*

*Amel Belhadj Ali*



# BNA BANK

*BNA Bank - Indicateurs d'activité 1er Trimestre 2024*

## Produit Net Bancaire à 270 MDT

L'encours des créances sur la clientèle de la BNA Bank, net de provisions et agios réservés, a atteint 13.892 millions de dinars au 31.03.2024 contre 13.920 millions de dinars au 31.03.2023, enregistrant ainsi une baisse de 0,2%.

Les dépôts de la clientèle ont enregistré, entre Mars 2023 et Mars 2024 une augmentation de 1.200 millions de dinars, soit une croissance de 11%.

Le portefeuille titres d'investissement est passé de

4.612 millions de Dinars au 31.03.2023 à 5.936 millions de Dinars au 31.03.2024, suite principalement à des souscriptions à l'emprunt national et à l'acquisition des BTA.

Les produits d'exploitation bancaires ont atteint 576 millions de dinars au 31.03.2024 contre 529 millions de dinars au 31.03.2023, enregistrant une progression de 8,9%.

Les charges d'exploitation bancaires ont enregistré une augmentation de 28 millions de

dinars, passant de 278 millions de dinars au 31.03.2023 à 306 millions de dinars au 31.03.2024. Le produit net bancaire s'est établi à 270 millions de dinars au 31.03.2024 contre 251 millions de dinars au 31.03.2023, inscrivant ainsi une augmentation de 7,5%.

Le montant total des charges opératoires a augmenté de 4,7% entre Mars 2023 et Mars 2024 passant de 86 millions de dinars au 31.03.2023 à 90 millions de dinars au 31.03.2024.



## Nomination

Le Tunisien Jalel Trabelsi, diplomate de carrière, vient d'être nommé au poste d'envoyé spécial pour les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) et du Golfe par le président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina.

En sa qualité d'envoyé spécial pour les régions du MENA et du Golfe, Trabelsi contribuera à forger des liens diplomatiques et stratégiques, a indiqué la BAD, dans un communiqué publié vendredi.

Il mettra l'accent sur les priorités stratégiques de la Banque, en renforçant les partenariats et en mobilisant des ressources des secteurs public et privé à grande échelle pour réaliser des projets transformateurs en Afrique.

De nationalité tunisienne, Trabelsi a été ministre plénipotentiaire pour les affaires africaines et ambassadeur de Tunisie au Nigéria, au Ghana, au Bénin, en Sierra Leone et auprès de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), a-t-on rappelé.

## Attijari Bank - Indicateurs d'activité 1er Trimestre 2024

# Un PNB en hausse de 11,5%

**Les dépôts de la clientèle d'Attijari Bank ont progressé de 13,4% par rapport au 31 mars 2023 principalement au titre de la collecte en dépôts à vue et en comptes d'épargne qui ont évolué respectivement de 19,4% et 9,5%.**

Les encours de crédit ont augmenté de 6,6% par rapport au 31 mars 2023 pour s'établir à 6 924,8 millions de dinars au 31 mars 2024.

Les produits d'exploitation bancaire ont enregistré une progression de 11,3% par rapport au 31 mars 2023 pour s'établir à 286 millions de dinars

au 31 mars 2024.

Les charges d'exploitation bancaire ont enregistré une progression de 10,9% par rapport au 31 mars 2023 pour s'établir à 107,9 millions de dinars au 31 mars 2024.

Le Produit Net Bancaire s'est situé à 178 millions de dinars s'inscrivant en hausse de 11,5% par rapport au 31 mars 2023.

Les charges opératoires ont enregistré une progression de 16,9% par rapport au 31 mars 2023 pour s'établir à 88,6 millions de dinars au 31 mars 2024.



## *Wifak Bank - Indicateurs d'activité du 1er trimestre 2024*

# Un PNB en hausse de 23,46%

### **Wifak International Bank a clôturé le premier trimestre 2024 avec les réalisations suivantes :**

- Les produits d'exploitation bancaires ont enregistré une hausse de +19,90% par rapport à la même période de l'exercice écoulé expliquée par :
  - Une progression de +22,66 % de la marge et revenus assimilés due au développement du portefeuille de la Banque ainsi qu'à l'élargissement du réseau des agences.
  - Une croissance des commissions en produits de +16,59%, ce qui a permis d'atteindre un ratio
- de couverture des frais du personnel à hauteur de 74% contre 75% en mars 2023.
- Les charges d'exploitation bancaires ont augmenté de +15,93% par rapport au 31 mars 2023.
- Le PNB a enregistré une augmentation de +23,46% par rapport au 31 mars 2023.
- Les charges opératoires ont augmenté de +17,44% par rapport à la même période de 2023.
- Les encours des financements à la clientèle ont enregistré une augmentation de +18,23% par rapport au 31 mars 2023.
- A leur tour, les dépôts et avoirs de la clientèle ont enregistré une progression de +14,06% par rapport au 31 mars 2023 avec un effort particulier sur l'épargne (Tawfir ; +24,71%).

### *Le quatrième trimestre 2023 s'est caractérisé également par :*

- L'ouverture d'une nouvelle agence située à El Mourouj. Désormais, le réseau commercial de la banque compte 45 agences.
- Wifak Bank a remporté le trophée de la parité professionnelle homme/femme lors de la soirée de la journée internationale de la femme.



HORS-SÉRIE

# RETRAITE

En Tunisie





## Banque de Tunisie - Indicateurs d'activité 1er trimestre 2024

# Un PNB en hausse de 14,7%

**La Banque de TUNISIE a publié ses indicateurs d'activité relatifs au 1er trimestre 2024. A la fin du 1er trimestre 2024, les indicateurs d'activité ont évolué comme suit :**

Les crédits à la clientèle (nets des provisions constituées) ont atteint 5.859.725 mille dinars au 31/03/2024 , contre 5.337.197 mille dinars au 31/03/2023, soit une augmentation de 522.528 mille dinars (+9,8%).

Les dépôts de la clientèle sont en croissance de (+10,3%) passant de 5.295.190 mille dinars au 31/03/2023 à 5.838.390 mille dinars au 31/03/2024, soit une augmentation de 543.200 mille dinars. Cette croissance est générée essentiellement par l'augmentation des dépôts d'épargne de +15,5% (+278.412 mille dinars) pour atteindre une

enveloppe de 2.071.315 mille dinars, et des dépôts à vue de +8,6% (+ 159.021 mille dinars).

L'encours des ressources spéciales est passé de 324.761 mille dinars au 31/03/2023 à 245.139 mille dinars au 31/03/2024.

Les produits d'exploitation bancaire ont augmenté de (+13,4%) pour atteindre 209.983 mille dinars au 31/03/2024 contre 185.165 mille dinars au 31/03/2023. Cette hausse concerne principalement les revenus du portefeuille commercial et d'investissement (+26,1%).

Les charges d'exploitation bancaire sont en hausse de +11,6% passant de 78.884 mille dinars à fin Mars 2023 à 88.053 mille dinars à fin Mars 2024.

Le Produit Net Bancaire a atteint à la fin du 1er trimestre 2024 un montant de 121.930 mille dinars, contre 106.281 mille dinars à la fin du 1er trimestre 2023, soit une progression de +14,7% (+15.649 mille dinars).

Les charges opératoires ont augmenté de +10,6% pour atteindre 42.521 mille dinars au 31/03/2024 contre 38.436 mille dinars au 31/03/2023.

La banque de Tunisie a tenu son Assemblée Générale Ordinaire le 15 Avril 2024 qui a approuvé les comptes de 2023 et qui a affecté en réserves la somme de 92 million de dinars. Par conséquent les fonds propres après affectation au 31 Mars 2024 seraient de 1.223.011 mille dinars en croissance de (+8,2%) par rapport à l'année dernière.

# ENNAKL

A U T O M O B I L E S

Premier importateur  
de véhicules neufs en 2019



## Nomination

Le dermatologue tunisien, Moez Ben Salem, membre de la société tunisienne de dermatologie et de vénéréologie (STDV) a été nommé vendredi président de la société africaine de dermatologie et de vénéréologie (African Society of Dermatology and Venereology- ASDV) pour un mandat de deux ans et ce, à l'issue de l'assemblée générale de la société savante tenue en marge du 4ème congrès africain de dermatologie et de vénéréologie organisé du 23 au 27 avril en cours au palais des congrès à Tunis

Dans une déclaration à l'agence TAP, Ben Salem a souligné que cette nomination permettra au secteur de la dermatologie en Tunisie de bien se positionner au niveau africain et de tirer profit des échanges visant à développer la dermatologie en Afrique et à favoriser l'accès aux soins dans les zones démunies.

« Il s'agit également d'assurer une bonne représentation africaine au sein des instances internationales », a-t-il dit.

## Ennaki automobiles - Indicateurs d'activité 1er trimestre 2024

# Chiffre d'affaires en hausse

**Les indicateurs d'activité relatifs au 1er trimestre 2024 de la société ENNAKL AUTOMOBILES, se présentent comme suit :**

- Une augmentation de 2,34% du chiffre d'affaires au 31/03/2024 par rapport à la même période de l'année 2023 passant de 137,944 MD au 31/03/2023 à 141,176 MD au 31/03/2024.
- Au terme du 1er trimestre 2024, la trésorerie nette s'est établie à 18,918 MD contre 14,705 MD une année

auparavant.

- Augmentation des charges financières justifiée par l'augmentation des frais d'escompte passant de 1,133 MD au 31/03/2023 à 1,666 MD au 31/03/2024.
- L'endettement financier global (Prêt à court terme, prêt à long terme et un crédit de financement à court terme) a augmenté passant de 7,743 MD au 31 mars 2023 à 12,121 MD au 31 mars 2024.

## Devises, Taux, Indicateurs

### Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

29/04/2024

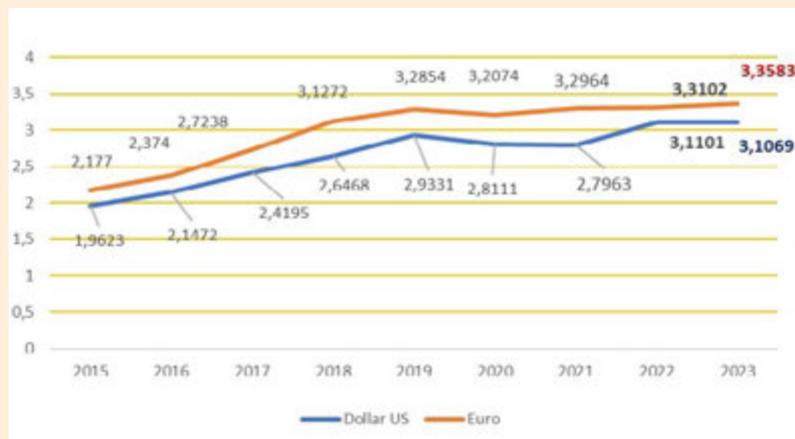
MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2339
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,3021
DOLLAR DES USA	USD	1	3,1508
LIVRE STERLING	GPB	1	3,9410
YEN JAPONAIS	JPY	1000	20,0793
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	3,1134
FRANC SUISSE	CHF	10	34,4636
EURO	EUR	1	3,3653
DINAR LIBYEN	LYD	1	0,6466
Yuan Chinois	CNY	1	0,4342

### Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	3,1755	3,4138
6 MOIS	3,2087	3,4668

### Cours de devises en dinar Tunisien

Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)  
2015 - 2023



**7,97%**  
TMM  
30/04/2024

**8,00%**  
TID  
30/04/2024

**7,97%**  
TMM  
Avril 2024

**7,00%**  
TRE  
Avril 2023

**23,493**  
Milliard  
Avoirs en devise  
30/04/2024

**107**  
Jours  
d'importations  
30/04/2024



# Tunindex

## 9 117,33

Var. Année **4,19 %**

26/04/2024

# Tunindex 20

## 4 072,86

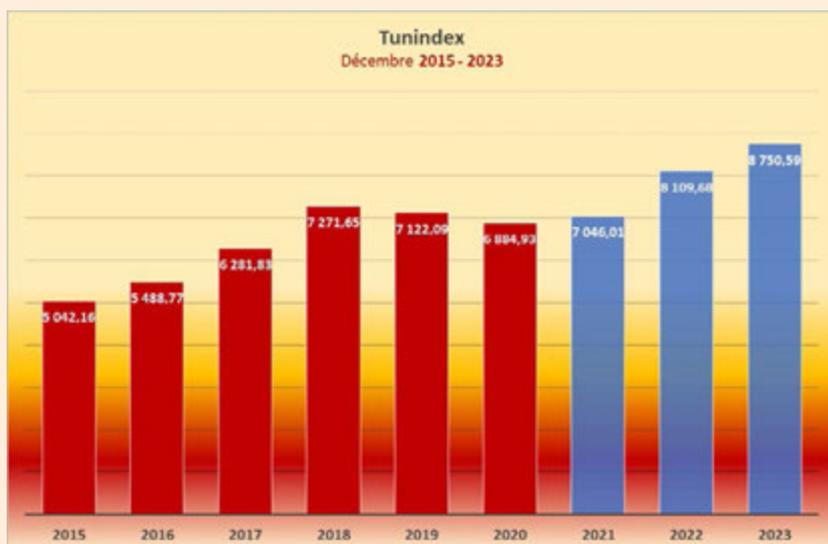
Var. Année **6,46 %**

26/04/2024

Volume semaine **90,625** Million DTCapitalisation **25,03** Milliard DTPER marché **9,76**  
(Mars)

## INDICES SECTORIELS

Code ICB		INDICE	Var An
<b>8000</b>	<b>Sociétés Financières</b>	<b>6 854,51</b>	<b>4,62%</b>
8300	Banques	6 406,51	5,01%
8500	Assurances	13 223,32	-7,15%
8700	Services Financiers	10 516,03	14,50%
<b>5000</b>	<b>Services aux Consommateurs</b>	<b>2 961,06</b>	<b>-1,38%</b>
5300	Distribution	4 665,13	-1,38%
<b>3000</b>	<b>Biens de Consommations</b>	<b>7 785,79</b>	<b>10,88%</b>
3500	Agro-Alimentaire et Boissons	9 974,38	14,26%
3700	Produits Ménagers et de Soins Personnel	2 188,25	0,79%
<b>2000</b>	<b>Industries</b>	<b>1 554,41</b>	<b>-6,31%</b>
2300	Batiment et Matériaux de Constructions	634,87	-10,27%
<b>1000</b>	<b>Matériaux de Base</b>	<b>3 749,90</b>	<b>-3,97%</b>



## + FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SPDIT-SICAF	10,300	17,98%
MPBS	5,370	15,48%
BH LEASING	2,970	13,36%
BTE-ADP	3,870	10,57%
UADH	0,470	9,30%

## + FORTES BAISES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
AETECH	0,370	-11,90%
ELECTROSTAR	0,410	-10,87%
STIP	3,740	-8,56%
GIF-FILTER	0,440	-8,33%
MAGASIN GENERAL	6,410	-5,74%

## + FORTES BAISES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SOTEMAIL	1,280	-59,74%
CIMENTS DE BIZERTE	0,630	-32,98%
TELNET holding	5,250	-31,82%
ALKIMIA	21,000	29,39%
UADH	0,470	-27,69%

## + FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. AN
ELECTROSTAR	0,410	46,43%
ATELIER MEUBLES INT	5,710	29,77%
TUNISIE LEASING & FACT	16,200	24,62%
SOTETEL	4,450	23,61%
SPDIT-SICAF	10,300	21,18%

# COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture			Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2023	Semaine précédente	26/04/2024 De la semaine			
<b>SOCIETES FINANCIERES</b>								<b>13 877,345</b>
<b>BANQUES</b>								<b>11 606,616</b>
Amen Bank	5	30 264 000	33,500	38,730	39,000	0,70%	16,42%	1 180,296
ATB	1	100 000 000	2,700	2,520	2,600	3,17%	-3,70%	260,000
BH Bank	5	47 600 000	11,950	13,500	14,070	4,22%	17,74%	669,732
BIAT	5	35 700 000	91,900	91,000	93,000	2,20%	1,20%	3 320,100
BNA	5	64 000 000	8,130	9,000	9,150	1,67%	12,55%	585,600
Banque de Tunisie	1	270 000 000	5,380	5,380	5,340	-0,74%	-0,74%	1 441,800
BTE (ADP)	20	1 000 000	4,970	3,500	3,870	10,57%	-22,13%	3,870
STB	5	155 375 000	3,740	3,360	3,300	-1,79%	-11,76%	512,738
Attijari Bank	5	42 000 000	46,140	46,750	49,850	6,63%	8,04%	2 093,700
UBCI	5	20 001 529	22,500	23,690	23,650	-0,17%	5,11%	473,036
UIB	5	32 560 000	25,900	25,000	24,900	-0,40%	-3,86%	810,744
Wifack Bank	5	30 000 000	8,700	8,690	8,500	-2,19%	-2,30%	255,000
<b>ASSURANCES</b>								<b>1 275,634</b>
ASTREE	5	6 000 000	48,500	47,990	47,990	0,00%	-1,05%	287,940
BH Assurances	5	2 660 000	48,750	48,750	48,750	0,00%	0,00%	129,675
STAR	10	2 307 693	176,700	152,900	152,000	-0,59%	-13,98%	350,769
Tunis RE	5	20 000 000	7,200	6,490	6,800	4,78%	-5,56%	136,000
Assur. MAGHREBIA	10	4 500 000	52,450	49,000	50,000	2,04%	-4,67%	225,000
MAGHREBIA Vie	1	25 000 000	6,040	5,900	5,850	-0,85%	-3,15%	146,250
<b>LEASING</b>								<b>649,385</b>
ATL	1	32 500 000	3,600	3,900	3,890	-0,26%	8,06%	126,425
BH Leasing	5	7 000 000	3,240	2,620	2,970	13,36%	-8,33%	20,790
Best Lease	1	30 000 000	2,000	2,290	2,290	0,00%	14,50%	68,700
CIL	5	7 000 000	19,190	22,400	20,980	-6,34%	9,33%	146,860
Hannibal Lease	5	11 000 000	5,270	5,250	5,400	2,86%	2,47%	59,400
Attijari Leasing	10	2 750 000	16,800	19,300	19,000	-1,55%	13,10%	52,250
Tunisie Leasing Fact	5	10 800 000	13,000	16,200	16,200	0,00%	24,62%	174,960
<b>SOCIETES D'INVESTISSEMENTS</b>								<b>345,710</b>
PL. TSIE Sicaf	10	1 000 000	48,950	48,510	48,510	0,00%	-0,90%	48,510
SPDIT Sicaf	1	28 000 000	8,500	8,730	10,300	17,98%	21,18%	288,400
Tuninvest Sicar	1	966 000	9,000	9,110	9,110	0,00%	1,22%	8,800
<b>INDUSTRIES</b>								<b>10 046,494</b>
<b>HOLDING</b>								<b>2 301,489</b>
OneTech Holding	1	80 400 000	8,920	8,120	8,140	0,25%	-8,74%	654,456
Poulina GH	1	180 003 600	8,000	9,100	9,150	0,55%	14,38%	1 647,033
<b>AGRO-ALIMENTAIRE</b>								<b>4 316,964</b>
CEREALIS	1	4 888 889	13,300	13,300	13,300	0,00%	0,00%	65,022
Delice Holding	10	54 907 262	11,700	11,090	11,200	0,99%	-4,27%	614,961
LAND'OR	1	13 784 285	6,000	7,050	7,090	0,57%	18,17%	97,731
SFBT	1	247 500 000	12,450	14,050	14,300	1,78%	14,86%	3 539,250
SOPAT	1	37 861 250	1,440					0,000
<b>PHARMACEUTIQUE</b>								<b>238,096</b>
ADWYA	1							0,000
SIPHAT	5	1 800 000	3,760	3,920	3,920	0,00%	4,26%	7,056
UNIMED	1	32 000 000	7,480	7,190	7,220	0,42%	-3,48%	231,040
<b>COMPOSANTS AUTOMOBILE</b>								<b>46,514</b>
ASSAD	1	24 000 000	0,840	0,740	0,710	-4,05%	-15,48%	17,040
GIF-FILTER	1	10 536 994	0,530	0,480	0,440	-8,33%	-16,98%	4,636
STEQ	5	1 400 000	6,500	6,500	6,500	0,00%	0,00%	9,100
STIP	3	4 207 824	4,540	4,090	3,740	-8,56%	-17,62%	15,737

source: bVMT

données fournis à titre indicatif

# COTATIONS

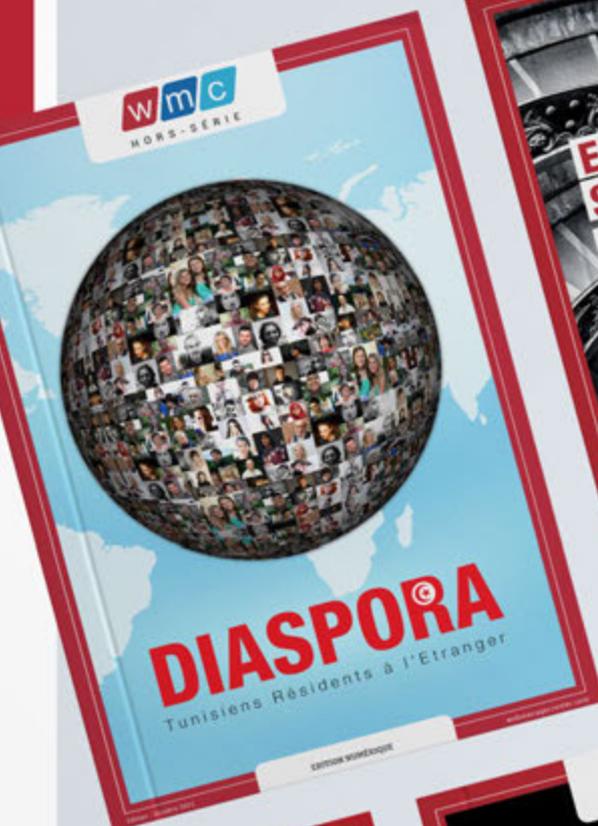
Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		26/04/2024	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2022	Semaine précédente	De la semaine			
<b>CIMENTIER</b>								<b>663,456</b>
Carthage Cement	1	343 624 940	1,970	1,860	1,850	-0,54%	-6,09%	635,706
Ciments de Bizerte	1	44 047 290	0,940	0,580	0,630	8,62%	-32,98%	27,750
<b>CHIMIE</b>								<b>312,527</b>
Air Liquide	25	1 637 504	81,120	80,000	80,000	0,00%	-1,38%	131,000
ALKIMIA	10	1 947 253	29,770	21,000	21,020	0,10%	-29,39%	40,931
ICF	10	2 100 000	71,400	67,500	66,950	-0,81%	-6,23%	140,595
<b>INDUSTRIES DIVERSES</b>								<b>2 030,951</b>
AMS								0,000
Euro-Cycle	1	9 801 000	15,950	11,650	11,700	0,43%	-26,65%	114,672
MPBS	2	10 334 430	5,360	4,650	5,370	15,48%	0,19%	55,496
New Body Line	1	4 250 400	5,300	4,850	4,670	-3,71%	-11,89%	19,849
Office PLAST	1	14 662 164	1,220	0,990	0,990	0,00%	-18,85%	14,516
SAH Lilas	1	84 015 979	9,100	8,270	8,520	3,02%	-6,37%	715,816
Atelier Meubles Int	1	5 561 635	4,400	5,300	5,710	7,74%	29,77%	31,757
SIAME	1	15 444 000	3,820	3,480	3,600	3,45%	-5,76%	55,598
SANIMED	1,109	12 400 000	1,260	1,220	1,170	-4,10%	-7,14%	14,508
SOMOCER	1	40 656 000	0,730	0,550	0,600	9,09%	-17,81%	24,394
SOTEMAIL	1	34 513 514	3,140	1,280	1,280	0,00%	-59,24%	44,177
SOTUVER	1	39 254 475	12,000	12,720	12,690	-0,24%	5,75%	498,139
SOTIPAPIER	1,09	28 184 091	5,630	4,560	4,540	-0,44%	-19,36%	127,956
SOTRAPIL	5	4 138 200	14,950	15,400	15,000	-2,60%	0,33%	62,073
TPR	1	50 000 000	4,970	4,890	5,040	3,07%	1,41%	252,000
<b>IMMOBILIER</b>								<b>71,989</b>
SIMPAR	5	1 100 000	35,010	34,400	34,490	0,26%	-1,49%	37,939
SITS	1	15 600 000	1,700	1,710	1,710	0,00%	0,59%	26,676
ESSOUKNA	1	5 050 500	1,500	1,460	1,460	0,00%	-2,67%	7,374
<b>TECHNOLOGIE</b>								<b>64,509</b>
AETECH	1	2 223 334	0,330	0,420	0,370	-11,90%	12,12%	0,823
TELNET Holding	1	12 130 800	7,700	5,200	5,250	0,96%	-31,82%	63,687
<b>SERVICES</b>								<b>1 470,457</b>
<b>DISTRIBUTION AUTOMOBILE</b>								<b>876,963</b>
ARTES	1	38 250 000	6,500	6,840	6,700	-2,05%	3,08%	256,275
CITY CARS	1	18 000 000	12,480	13,200	13,590	2,95%	8,89%	244,620
ENNAKL Automobile	1	30 000 000	12,500	10,780	10,690	-0,83%	-14,48%	320,700
UADH	1	36 953 847	0,650	0,430	0,470	9,30%	-27,69%	17,368
STA	1	2 000 000	19,500	19,000	19,000	0,00%	-2,56%	38,000
<b>AUTRES SERVICES</b>								<b>202,423</b>
CELLCOM	1	4 461 532	1,590	1,380	1,460	5,80%	-8,18%	6,514
ELECTROSTAR	2	10 287 556	0,280	0,460	0,410	-10,87%	46,43%	4,218
MIP	1	4 398 937	0,140	0,110	0,110	0,00%	-21,43%	0,484
TUNISAIR	1	106 199 280	0,440	0,420	0,400	-4,76%	-9,09%	42,480
SMART Tunisie	5	8 677 237	16,530	16,500	17,140	3,88%	3,69%	148,728
<b>TELECOMMUNICATIONS</b>								<b>98,004</b>
SERVICOM	1	11 874 000	0,220	0,240	0,240	0,00%	9,09%	2,850
SOTETEL	5	4 636 800	3,600	4,080	4,450	9,07%	23,61%	20,634
Tawasol GH	1	108 000 000	0,710	0,680	0,690	1,47%	-2,82%	74,520
<b>DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION</b>								<b>293,067</b>
Sotumag	1	13 200 000	5,080	5,820	5,900	1,37%	16,14%	77,880
Magasin General	1	15 777 070	7,990	6,800	6,410	-5,74%	-19,77%	101,131
Monoprix	2	25 345 736	5,140	4,450	4,500	1,12%	-12,45%	114,056
<i>(Données fournis à titre indicatif)</i> source: BVMT								<b>25 394,296</b>



HORS-SÉRIE

## DES ÉDITIONS EXCEPTIONNELLES

Des thématiques sectorielles



**+ de 20.000**  
exemplaires  
par édition

*Radio Diaspora Tunisie (Saison 2 - E1)*

## L'innovation et le digital, facteurs d'excellences pour nos jeunes talents Tunisiens



*Bio Express :*

**Aymen El Ghouli, Responsable du centre de compétences digitales et d'innovation chez Thales**

Aymen El Ghouli est responsable du centre de compétences digitales et d'innovation au sein de la division transport du groupe Thales. Il a fait ses études d'ingénieur et de master à Sup'Com puis une thèse de doctorat en traitement d'images et de signal à l'INRIA Sophia Antipolis ainsi qu'un post doc en indexation et recherche d'images à Télécom ParisTech. Il rejoint ensuite le monde industriel chez Expleo (Société d'ingénierie et de conseil) et rejoint Thales en 2022.

Entretien avec **Dr. Lobna Karoui**, Stratégiste en Intelligence Artificielle Appliquée pour des grands

La saison deux est bien lancée avec un tunisien qui nous parle d'espoir et de persévérance pour les jeunes générations en Tunisie. Dans cet épisode, Aymen El Ghouli partage, avec humilité, les avantages d'une approche d'innovation, ses challenges ainsi que les clés du succès.

Il nous en dit davantage sur son quotidien en tant que responsable du centre de compétences digitales chez Thales.

Il dévoile, avec émotions, des

moments difficiles de ses débuts dans l'entreprise et sa motivation de les transformer en opportunités. Il nous offre son idée de masterclass qui met l'utilisateur au cœur de l'expérience d'innovation.

**Lien Podcast :** <https://www.webmanagercenter.com/2024/04/26/523932/radio-diaspora-tunisie-saison-2-e1-linnovation-et-le-digital-facteurs-dexcellences-pour-nos-jeunes-talents-tunisiens/>



*Kais Saïed et les migrants*

## Boucs émissaires de la crise tunisienne ?

***A la veille de la présidentielle tunisienne qui devrait se tenir en principe, à la fin de l'année 2024, les rapports des think tanks américains sur la Tunisie se succèdent et se ressemblent. Ils ont tous une fixation pour le recul, d'après eux, de la démocratie en Tunisie. Intitulé « les élections de 2024 en Afrique : Des défis et opportunités pour retrouver***

***l'élan démocratique », un récent rapport, publié en avril 2024, par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, institution du Département de la Défense des États-Unis financée par le Congrès pour l'étude des questions de sécurité relatives à l'Afrique, a consacré une partie à la Tunisie.***

Les auteurs du rapport, Joseph Siegle et Candace Cook n'ont pas été tendre avec le mouvement du 25 juillet 2021 et la démocrature qu'il a générée. La démocrature étant un concept rassemblant deux pratiques contraires. Il est utilisé en science politique pour désigner le caractère autoritaire d'un régime politique qui, par certains aspects, est pluraliste ou démocratique. C'est une sorte

d'alliance de la démocratie et de la dictature.

Pour revenir au rapport on y lit notamment : « La Tunisie est l'un des pays africains qui a connu le déclin le plus rapide de la gouvernance démocratique depuis son dernier cycle électoral, rivalisant avec les coups d'État militaires contre les gouvernements démocratiques en Afrique de l'Ouest ».

**«L'environnement politique tunisien est beaucoup plus restreint qu'il ne l'était lors des élections de 2019.»**

**Le coup de force constitutionnel de Saïed assimilé à un coup d'Etat**

Le document s'est focalisé, particulièrement, sur l'acharnement de Kaïes Saïed à dissoudre toutes les institutions qui servent de contrepoids à son pouvoir et à réprimer toute dissidence. Les auteurs devaient énumérer les caractéristiques de ce qu'ils appellent un « autocoup d'État », c'est-à-dire le démantèlement des institutions démocratiques par un dirigeant élu.

Il s'agit particulièrement, de la dissolution du parlement, l'adoption, en 2022, d'une

nouvelle constitution qui recrée un système présidentiel unitaire, le président faisant office de chef d'État et de gouvernement, l'organisation d'élections législatives sanctionné par un parlement « croupion », dissolution, en février 2022, du Conseil supérieur de la magistrature, dissolution de la Haute autorité indépendante pour les élections, adoption du décret 54 qui rétrécit selon le rapport les libertés d'expression dans le pays, marginalisation des partis...Et la liste des dissolutions est loin d'être clôturée.

Le rapport assimile l'« autocoup d'État » de Kaïes Saïed aux coups d'Etat militaires classiques : « Bien qu'il ne soit pas aussi évident qu'un coup d'État militaire, et ne suscite donc pas la même condamnation régionale et internationale, ses effets sont comparables », lit-on dans le rapport.

Point d'orgue de ce rapport, les auteurs évoquent les puissances qui ont aidé le Président Kaïes Saïed à consolider sa démocratie. Sans aucune gêne et sans fournir des arguments convaincants, les auteurs du rapport citent la Russie et certains pays du Golfe. « Saïed a bénéficié du soutien politique de la Russie et des États du Golfe, ainsi que de campagnes de désinformation visant à étouffer un modèle démocratique réussi susceptible de gagner du

terrain ailleurs dans la région », notent-ils.

**« Gagner en légitimité n'est pas un chèque en blanc. La légitimité n'est pas non plus statique. »**

**Saïed aurait utilisé les migrants comme boucs émissaires**

Le Président tunisien est également pris à parti par les auteurs du rapport pour sa gestion du dossier des migrants. Pour eux, « Saïed a également tenté de faire des migrants africains un bouc émissaire pour les maux du pays : taux de chômage de 15 %, taux d'inflation à deux chiffres plus de 10 %, flambée des prix des denrées alimentaires....

Le rapport s'attarde sur les exactions déshumanisantes subies par les migrants : intensification des fouilles et les détentions de migrants africains, leur abandon dans le désert le long de la frontière libyenne.... En conclusion, le rapport estime que « l'environnement politique tunisien est beaucoup plus restreint qu'il ne l'était lors des élections de 2019 ».

Et le rapport de tirer les enseignements: « cette situation est riche d'enseignements pour d'autres partenaires

démocratiques africains et internationaux. Gagner en légitimité n'est pas un chèque en blanc. La légitimité n'est pas non plus statique. La mise en place d'institutions démocratiques nécessite un travail politique difficile de compromis, de partage du pouvoir, de création de normes et de bonne volonté de la part de nombreux acteurs. Cependant, ces progrès resteront fragiles tant que cet équilibre des pouvoirs ne sera pas suffisamment fort pour résister à la détermination d'un acteur exécutif à consolider son pouvoir ».

### Un rapport loin d'être objectif

Par delà cette analyse de la situation macro-politique de la Tunisie, par le Centre américain d'études stratégiques de l'Afrique,

nous estimons que ce rapport est loin d'être objectif. Et pour cause. Il a occulté l'état dans lequel Kaïes Saïed a hérité le pays et l'effort qu'il a déployé pour stabiliser le pays et moraliser ses dirigeants politiques.

**La Tunisie est l'un des pays africains qui a connu le déclin le plus rapide de la gouvernance démocratique depuis son dernier cycle électoral**

Le rapport a passé sous silence la contreperformance des islamistes au pouvoir pendant la décennie noire (2011-2021) : tentative d'instauration d'une dictature au nom de la religion, émergence

du terrorisme, exacerbation de la contrebande et du blanchiment d'argent, surendettement du pays, dégradation générale de l'économie du pays ...

Le rapport n'a pas daigné évoquer l'ampleur de la corruption qui gangrène le pays et les limites de l'opposition et son peu d'ancrage dans la population tunisienne.

Morale de l'histoire : nous pensons, le plus simplement du monde, que les rapports des think tanks américains, tout comme leurs médias ne sont plus, hélas, crédibles. Ils sont scandaleusement partisans d'autres temps. Ils ne méritent pas qu'on s'y attarde.

ABOU SARRA





HORS-SÉRIE

# RETRAITTE

En Tunisie





*Études supérieures à l'étranger*

# Combien d'étudiants tunisiens poursuivent leurs études sans bourse ?

**Durant l'année universitaire 2023-2024, 20123 étudiants tunisiens non boursiers poursuivent leurs études supérieures à l'étranger, selon les chiffres du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.**

Dans son intervention à l'ouverture de la deuxième

édition du forum des mobilités : étudier en France, organisé les 26 et 27 avril en cours par Campus France Tunisie au siège de l'Institut français de Tunis (IFT), Maha Hammami, directrice des programmes de bourses à l'étranger au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a souligné que 8153 étudiants tunisiens

non boursiers poursuivent leurs études en France en 2023-2024, 3857 étudiant en Allemagne et 1123 sont en Italie.

Elle a, par ailleurs, signalé qu'en 2022-2023, 802 étudiants tunisiens ont eu des bourses (plein temps) contre 784 en 2021-2022. 69% (556) de ces étudiants ont choisi la France,

20% ont opté pour l'Allemagne et 9,5% ont préféré le Canada.

S'agissant du programme de bourses de longue durée pour la préparation des études de master et de doctorat, le nombre de boursiers au Canada s'est élevé à 34 durant l'année universitaire 2023-2024. Les étudiants poursuivent des études en data sciences, intelligence artificielle (IA), computing, cybersecurity, health sciences, agricultural sciences et autres.

Durant la même période, 45 étudiants tunisiens ont eu une bourse d'études en France, dans le cadre du même programme, mais pour des études en sciences agronomiques, transport et logistique, Management touristique, littérature française, architecture et design.

Dans le cadre du programme de bourse de longue durée des élèves ingénieurs de l'institut préparatoire aux études scientifiques et techniques (IPEST) ayant réussi le concours d'entrée aux Grandes écoles d'ingénieurs en France, 54 étudiants ont réussi à décrocher une bourse en 2023-2024.

Maha Hammami a ajouté que le programme de bourses de longue durée des bacheliers lauréats accorde chaque année 23 bourses pour des études en France et 24 bourses pour des

études en Allemagne.

Pour les études en France, il s'agit de 20 bourses pour les bacheliers de la filière mathématiques pour effectuer un cycle préparatoire aux études d'ingénieurs et de trois bourses pour des études de licence en langue, littérature et civilisation française (02) et de licence en sociologie (01) à la Sorbonne.

En Allemagne, il s'agit de 10 bourses pour les bacheliers de la filière mathématiques et de six bourses pour les bacheliers de la filière sciences techniques pour des études d'ingénieur, cinq bourses pour les bacheliers de la filière sciences expérimentales pour des études en génie médical et trois bourses pour les bacheliers des filières sport, économie gestion et sciences informatiques pour des études dans leurs domaines.

Pour les programmes de bourses de longue durée, une allocation mensuelle de 800 euros est accordée au boursier dans les pays de l'Union européenne et de 1000 dollars canadiens pour les étudiants au Canada.

Selon la responsable, la Tunisie accueille également 9498 étudiants internationaux de 70 nationalités.

Pour sa part, Imen Annabi, coordinatrice mobilité

universitaire à l'Institut français de Tunisie a souligné que des bourses d'excellence sont réservées aux meilleurs étudiants de nationalité tunisienne signalant qu'une priorité est accordée aux formations de niveaux master et ingénieur.

Une allocation mensuelle de 860 euros net est accordée au boursier pour toute la durée du cycle d'étude en France, selon l'intervenante.

*« Un budget total annuel de 800 mille euros (220 bourses) est réservé aux programmes de bourses gérés par l'IFT », a-t-elle souligné.*

A noter qu'une cinquantaine d'exposants, dont 34 écoles et universités françaises, des établissements tunisiens proposant des programmes français et des agences de promotion pour la mobilité vers la France participent à la 2ème édition du forum des mobilités : étudier en France.

L'exposition a été inaugurée ce vendredi par l'ambassadrice de France en Tunisie, Anne Guégen. Plusieurs conférences et ateliers autour de la formation universitaire, de la mobilité et de l'employabilité sont également prévus lors de ce forum organisé par Campus France Tunisie.



## *Gaspillage alimentaire en Tunisie*

# un fléau qui coûte cher aux ménages et à l'environnement

Le gaspillage alimentaire est un véritable problème en Tunisie. Pour une famille tunisienne composée de 5 personnes, il génère une perte financière d'environ 85 dinars par mois et qui atteint jusqu'à 340 dinars durant le mois de ramadan. Face à cette donne, il impératif de comprendre ce phénomène pour mieux agir contre ses effets, a indiqué jeudi Ridha Abbas, coauteur d'un rapport sur l'état des lieux du gaspillage alimentaire en Tunisie. Le gaspillage alimentaire désigne en effet, toute denrée alimentaire destinée à la consommation humaine qui est dégradée, perdue ou jetée au niveau des différents maillons de la chaîne alimentaire à savoir la production,

la collecte, la transformation, la distribution et la consommation.

Sur la base d'une enquête menée par l'Institut national de la consommation (INC), le rapport, présenté, jeudi, à la Cité des sciences de Tunis, par l'association Racines et développement durable (RDD), précise que les principaux aliments gaspillés par les ménages tunisiens sont le pain avec un taux de gaspillage de 15,7%, les produits céréaliers (10,2%), les légumes (6,5%), les fruits (4,2%), les produits laitiers (2,3%) et les viandes (1,9%).

« Les pertes et gaspillage de produits alimentaires deviennent

de plus en plus significatifs. Ils contribuent à réduire la disponibilité des aliments, à accélérer la dégradation de l'environnement et à accroître le recours aux importations alimentaires. Que ce soit pour une entreprise ou pour un particulier, les pertes et gaspillages constituent la perte d'une production ou d'un achat et à ce titre une perte financière, d'autant plus que l'alimentation est le premier poste de dépenses d'un ménage tunisien, avec un taux de 30,1% » a encore souligné Abbas.

« En se référant au coût du gaspillage alimentaire estimé, en 2016, par l'INC à 17 dinars/

personne/mois, on peut dire que le gaspillage alimentaire représente en moyenne environ 12% des dépenses alimentaires et 3,6 % du total des dépenses effectuées par le Tunisien» a-t-il précisé.

De son côté, Ali Abaab, expert et coauteur du rapport a indiqué que « le gaspillage pèse lourd sur le budget de l'Etat, étant donné qu'une grande partie des produits alimentaires gaspillés sont subventionnés et souvent importés en devises : environ 22% des subventions allouées à la farine pour la fabrication du pain sont gaspillés. Selon la même étude de l'INC, le pain gaspillé coûte environ 100 millions de dinars à la collectivité nationale, soit environ 22,2% des 450 millions de dinars alloués par le budget de l'état pour subventionner la farine du pain en 2017 ».

Le rapport s'est également, attaqué aux répercussions environnementales du gaspillage alimentaire, précisant « qu'il affecte les empreintes écologique et carbone à travers des consommations excessives des ressources naturelles et la dégradation des écosystèmes. Il contribue aux émissions des gaz à effet de serre, au dérèglement des cycles biogéochimiques et des écosystèmes, à la consommation excessive des ressources de l'eau, à l'érosion des sols et à la

perte de la biodiversité.

Les aliments gaspillés sont en majorité jetés en tant que déchets constituant ainsi une source de pollution significative, notamment avec les modes actuels de la gestion des déchets, caractérisés par des faibles taux de couverture de la collecte et le recours quasi automatique à la mise en décharge ».

### **Adopter des approches circulaires**

En guise de recommandations, les auteurs de l'étude estiment que « le secteur agroalimentaire et les consommateurs doivent adopter des approches circulaires qui donnent la priorité à des régimes alimentaires durables et sains pour tous, tout en réduisant les déchets au minimum».

« Dans ce cadre, il faut commencer par connaître le phénomène et quantifier les niveaux de gaspillage alimentaire à tous les stades et chez tous les acteurs économiques et les consommateurs et mobiliser le plus grand nombre d'acteurs concernés pour définir et mettre en œuvre les actions permettant de réduire les gaspillages ».

Pour Nabil Hamdi, Directeur du Programme des Villes Durables et point focal du programme SWITCHMED, la lutte contre le gaspillage alimentaire passe par

l'instauration d'un cadre légal encadrant cette question et instaurant une sur-taxation des déchets provenant du gaspillage alimentaire, la mise en place d'un cadre incitatif à la lutte contre le gaspillage alimentaire et de mécanismes spécifiques pour promouvoir le recyclage des déchets.

Le responsable a également recommandé la promotion des startups actives dans le développement de solutions de lutte contre le gaspillage alimentaire et de valorisation des déchets, le recours à l'intelligence artificielle et aux solutions technologiques pour sensibiliser et impliquer les citoyens dans cette lutte, la mise en œuvre du plan d'action de lutte contre le gaspillage alimentaire de la municipalité de Tunis et sa duplication dans les autres régions.

Il a aussi plaidé pour la sensibilisation des élèves et des étudiants à travers l'installation de "gâchimètres" pour peser les restes alimentaires dans les écoles et les universités ainsi que pour la mise en place, en collaboration avec l'UTICA, de sessions de formations au profit des détaillants et des consommateurs sur les techniques de lutte contre le gaspillage alimentaire.



التجاري بنك  
Attijari bank

Croire en vous

[WWW.ATTIJARIBANK.COM.TN](http://WWW.ATTIJARIBANK.COM.TN)

PLUS SIMPLE  
PLUS ACCESSIBLE



*Un hommage vibrant à travers «La sonate de mon âme perdue»*

## Amel Bedoui perpétue l'œuvre de son père

**Née dans une famille où le livre fait partie intégrante de l'espace de vie, Amel Bedoui, fille de l'homme de lettres, professeur de littérature arabe, ancien président de l'Union des écrivains tunisiens (UET) et producteur à Radio Monastir pendant plus de trente ans feu Mohamed**

**Bedoui (1951-2022), débarque à la Foire internationale du livre de Tunis avec son premier roman qui a vu le jour le 19 avril 2024 pour prendre place au pavillon de la maison d'édition Ibn Arabi, un rêve que son père a réalisé après sa retraite, dit-elle.**

« Le roman est né après 30 ans d'écriture ici et là et les projets c'est de faire sortir bientôt un des nombreux manuscrits de feu Mohamed Bedoui », a-t-elle déclaré.

Ayant grandi dans un univers où la littérature et la lecture sont une culture, elle revient sur cette

enfance assez marquante où on « gagnait notre argent de poche à travers un concours de lecture entre ma sœur, mon frère et moi » se rappelle-t-elle.

A l'âge de 12 ans elle participe à la première édition du festival national des enfants créatifs pour remporter le premier prix. Tout ce qu'elle écrivait restait loin de la portée de son père dont le regard critique littéraire lui faisait peur, se souvient-t-elle.

Pour oser écrire afin d'être lue, il lui a fallu trente ans. « La sonate de mon âme perdue » est née du besoin pressant d'écrire sur le deuil. Frappée par la disparition tragique de sa mère il lui a fallu dix ans pour commencer

le processus d'écriture, pour tomber encore sous le choc d'une deuxième douleur, la perte de son père et de sa sœur.

Ce roman « n'est pas une biographie mais une tentative d'écrire sur le deuil à partir de ce que j'ai vécu en inventant le personnage Isis qui m'a accompagné pour raconter ce que tout être humain peut traverser dans un récit où la musique et la psychiatrie du point de vue trouble et non pas médical s'entrecroisent car les mots et les maux font partie aussi de mon vécu » dit-elle.

De formation scientifique, dotée d'une passion musicale qu'elle nourrit au qanoun au sein de

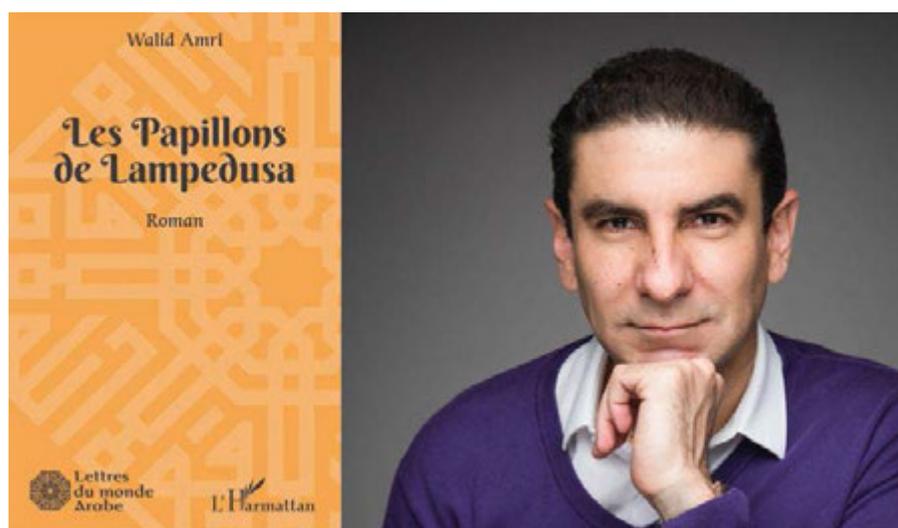
l'association Malouf à Paris, l'autrice co-gestionnaire de la maison d'édition Ibn Arabi a évoqué également un héritage littéraire immense qu'elle s'emploie à préserver en le faisant revivre comme le souhaitait Mohamed Bedoui de son vivant.

A ce sujet, elle a annoncé la prochaine parution de « Mémoires du président de l'Union des écrivains tunisiens (2008-2014) » faisant savoir que parmi les manuscrits qu'il a laissés, figurent notamment des critiques littéraires, deux pièces de théâtre et des récits sur son parcours aux facultés des lettres et des sciences humaines de Sousse et de Kairouan.



«*Les papillons de Lampedusa*»

## Un roman poignant sur la tragédie des migrants



La tragédie au large de Lampedusa le 03 octobre 2013 où plus de 200 personnes ont trouvé la mort dans l'embarcation ayant fait naufrage avec 500 migrants africains à bord, ne pouvait laisser personne indifférent, alors que dire pour un écrivain, s'exprime Walid Amri, Prix Ahmed Baba du meilleur roman africain 2024 (prix littéraire décerné à un auteur de nationalité africaine à l'issue du festival "Rentrée littéraire" qui se tient chaque année à Bamako-Mali) pour son roman sorti le 03 octobre 2023, soit dix ans après, « Les papillons de Lampedusa » aux éditions L'Harmattan-Paris.

Résidant à l'étranger, le poète et

écrivain Walid Amri, auteur de six recueils de poésie et deux romans « Calcium-Mission au coeur de l'attaque du 11 septembre 2001 » (2021) et « Les papillons de Lampedusa » (2023) a parlé de son roman lors d'une première rencontre avec le public tunisien organisée samedi dans le cadre de la 38ème édition de la Foire internationale du livre de Tunis.

A travers les portraits croisés de ces 500 traverseurs, le roman dit-il, est une fiction où il met en scène les personnages, comme dans le théâtre, pour raconter les récits qu'il imagine en se référant à cette tragédie humaine. C'est un récit où actualité et fiction

entrent dans une danse étrange qui au fil du récit interroge le lien subtil entre les songes et la réalité, l'illusion et la vérité.

Le désir d'écrire sur ces fils et filles de la traversée attirés par la mer comme des papillons sont attirés par le feu, est né d'un déclic : le feuilleton "Harga" de Lassaad Weslati, d'où ce "besoin pressant et incessant qui m'a longtemps habité d'écrire pour comprendre ce qui se trame autour de cette mer Méditerranée" a-t-il relevé.

Dans ce huis clos sur la grande bleue, les genres se croisent et s'entrecroisent : poésie, théâtre, musique et journal intime de chacun des personnages comme Chams, qui sur cette route de l'inconnu, écrivait des poèmes.

En somme" Les papillons de Lampedusa" ce sont des trajectoires de « traverseurs » mais c'est aussi un clin d'œil qu'il porte sur les exilés de la Terre et qu'il dédie à ceux et celles qui ont mis le cap sur Lampedusa et à la mémoire de ceux qui ne sont jamais arrivés.

### La logique des étourneaux





# Les médias doivent-ils être un contre pouvoir ou être au service du pouvoir ?

**Nous pouvons apprécier certains journalistes, chroniqueurs, détester d'autres, les abhorrer même parce que personne n'est parfait et parce que dans les médias, beaucoup ne sont pas aussi respectables que cela. Mais devons-nous considérer les médias comme des ennemis potentiels, à abattre au besoin, s'ils ne portent pas notre voix et ne louent pas nos actes ?**

Parce que dans les médias, il y a les engagés, les patriotes, les sincères, les authentiques, il y a

aussi les malfrats, les mercenaires et les vendus. Est-ce à dire que l'on doit menacer la raison d'être même d'un journaliste ? La libre parole ? Le droit à l'information ? Le droit à la critique ? Le droit d'interpeller les décideurs sur des questions déterminantes pour le pays ? Celui d'informer leurs concitoyens sur ce qui se passe sur les scènes publiques nationale et internationale et sur les possibles répercussions de certains faits sur leurs vies ?

Il y a une valeur sacro-sainte dans toute démocratie : celle de la liberté de presse qui ne

doit pas être brimée par des lois injustes. Antonio Gutierrez, SG des Nations-Unies a affirmé et réaffirmé à maintes reprises que : « Sans liberté de la presse, il n'y a pas de véritables sociétés démocratiques. Sans liberté de la presse, il n'y a pas de liberté ». Pouvons-nous aujourd'hui, en Tunisie, parler d'une liberté de presse gage de pluralisme offrant aux citoyens une information crédible et équilibrée sur ce qui se passe dans leur pays et assurant son rôle de contre-pouvoir ?

Peu de professionnels des médias vous diront que le climat

médiatique est sain, rassurant, sécurisant et que les journalistes peuvent exercer leur métier en toute quiétude sans aucune crainte de possibles représailles. Les journalistes les plus honnêtes, ceux qui n'ont pas d'agendas, d'appartenances partisans ou d'intérêts personnels ne savent plus sur quel pied danser ! Plus que récolter l'information et s'assurer de sa véracité avant de la transmettre, doivent-ils continuer à questionner, critiquer, si besoin est, et même provoquer les décideurs politiques ou socio économique ou se complaire dans la posture du perroquet reprenant les propos des uns et des autres relatant leurs faits et gestes en veillant à ne pas les vexer ou susciter leur gourou ?

 **«Il y a une valeur sacro-sainte dans toute démocratie : celle de la liberté de presse qui ne doit pas être brimée par des lois injustes.» - Antonio Gutierrez, SG des Nations-Unies**

Dans le contexte actuel où les médias dans leurs différentes expressions vivent leur plus triste ère, celle de l'article 24 du décret loi 54, épée de Damoclès qui donne aux juges un pouvoir discrétionnaire absolu les

autorisant à interpréter comme ils veulent propos, écrits, analyses, reportages, enquêtes ou chroniques venant de journalistes qui risquent à tout moment des peines allant de simples amendes à celles d'emprisonnement, pouvons-nous parler de valeurs démocratiques ?

**“Les réseaux sociaux, 5ème pouvoir” supplantant le 4ème pouvoir en Tunisie ?**

Dans les pays libres et démocrates, les défaites des acteurs politiques peuvent être expliquées par des erreurs de communication ou un déficit de couverture médiatique tout comme les victoires peuvent être le fait de bonnes stratégies communicationnelles et en prime médiatiques.

En Tunisie, les médias, les vrais, prennent, tous les jours que Dieu fait, des risques en s'exprimant librement alors que les absurdités qui couvrent les réseaux sociaux venant de peshmergas au service de partis, personnalités ou groupements économiques sont ignorées.

Il semble bien que les réseaux sociaux sont devenus le “5ème pouvoir” écouté et suivi (sic) et que leur exercice de la liberté d'expression, même quand il est diffamant, menaçant ou calomnieux, ne les soumet pas aux mesures coercitives dont

sont victimes les journalistes. L'article 10 alinéa 1er de la Convention européenne des droits de l'Homme stipule que «toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière.

 **«Peu de professionnels des médias vous diront que le climat médiatique est sain, rassurant, sécurisant et que les journalistes peuvent exercer leur métier en toute quiétude sans aucune crainte de possibles représailles.»**

Ce qui n'empêche pas les États de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations comme c'est le cas en Tunisie.

L'article 10 de la Convention EDH dispose dans son alinéa 1er que « toute personne a droit à la liberté d'expression » en précisant que « l'exercice de ces libertés comporte des devoirs et des responsabilités soumises à certaines formalités, conditions,

restrictions ou sanctions s'agissant de la sécurité nationale, de l'intégrité territoriale, de la sûreté publique, de la défense de l'ordre, de la prévention du crime, de la protection de la santé ou de la morale, de la protection de la réputation ou des droits d'autrui... Ces dispositions confirment l'idée que la liberté d'expression ne peut être illimitée et qu'elle doit être exercée dans le respect des droits des autres et aussi de leurs libertés. Mais la critique constructive d'une institution, un ministère, un ministre, une décision présidentielle considérant que les mesures prises, les stratégies mises en place, les lois promulguées ne sont pas les meilleures pour le pays, dénoncer des orientations qui ont dévié, devrait-elle menacer l'intégrité physique ou morale du journaliste ?

### **”L'information politique doit-elle disparaître du paysage médiatique tunisien, elle qui est placée au cœur de l'œuvre démocratique ?”**

Cette question, posée très souvent ces temps-ci, exprime la peur de nombreux journalistes tunisiens qui réalisent de plus en plus que “cela n'arrive pas qu'aux autres” et qu'à chaque fois que l'un des leurs est victime d'une procédure judiciaire ou

d'un procès, ils sont eux aussi et au même degré menacés des mêmes représailles !

Certains sont presque tentés de consulter un avocat à chaque fois qu'ils veulent s'exprimer sur un sujet ou pondre un papier (resic) ! Pendant ce temps, chaque jour que Dieu fait, les briques de la peur élèvent les murs du silence et de la frustration ! Il y a aussi les désespérés et les déçus, ceux qui ont aveuglément soutenu la chute du régime Ben Ali, pensant gagner la liberté d'expression, et qui se retrouvent avec une liberté d'expression tronquée alors que la Tunisie lui a énormément sacrifiée et en prime la prospérité socioéconomique.

Le risque de mesures coercitives touchant tous propos que l'État et ses représentants trouvent inacceptables pour eux nous amène à la question : Les Médias doivent-ils être un contre pouvoir ou être au service du pouvoir ? Les médias doivent-ils être au service de l'État, du peuple et de la nation ou être au service des personnes ?

L'information politique doit-elle disparaître du paysage médiatique tunisien, elle qui est placée au cœur de l'œuvre démocratique ?

Tout État qui se prétend démocrate doit protéger la liberté d'expression et d'information

et aussi son pluralisme et indépendance. Prendre le contrôle des médias, exposer les journalistes à des menaces physiques, à des détentions arbitraires, à des campagnes d'intimidation ou de dénigrement via les réseaux sociaux, ne peut en aucun cas protéger l'État.

**”Tout État qui se prétend démocrate doit protéger la liberté d'expression et d'information et aussi son pluralisme et indépendance.”**

Au 18ème siècle Thomas Jefferson 3ème président des États-Unis criait déjà que “La presse est le baromètre de la liberté”, Napoléon Bonaparte qu'on disait tyran estimait que “La presse est l'arme absolue des peuples”. Pour Mahatma Gandhi “La presse est la conscience de la société” et pour Vladimir Ilitch Lénine “La presse est l'arme de la vérité”.

What else?

*Amel Belhadj Ali*

<https://books.openedition.org/pum/12387?lang=fr>  
<https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-fr.asp?fileid=23670&lang=fr>

# KIOSQUE



## LeMag n°105

- Budget 2023 : Le gouvernement Bouden propose des mesures urgentes à prendre
- «Le décret présidentiel sur la réconciliation pénale est inapplicable», affirme Faouzi Abderrahmane
- Fuite des cerveaux tunisiens
- Les beignets de Ghomrassen au patrimoine mondial de l'Unesco?



## LeMag n°101

- IDE : Forte augmentation des investissements étrangers
- Impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises publiques
- De l'air pour ne plus avoir soif à l'école
- La nouvelle Golf 8 en Tunisie



## LeMag n°99

- Guerre en Ukraine : L'onde de choc économique sur la Tunisie
- Pas de réduction du déficit énergétique et des prix de l'électricité sans énergies renouvelables
- Suppression des autorisations pour 12 activités économiques
- «El Hadhra» de Fadhel Jaziri : Transe au cœur de la Cité



## LeMag n°91

- Risque Tunisie : Fortes pressions sociales et internationales
- Les exportations du jean tunisien aux USA ont bondi de 69% en 2021
- 1,5 million de Tunisiens auraient payé 570 MDT de pot-de-vin en 2020
- «Yallaa» ou la découverte des joies de la création avec Rania Werda



## LeMag n°85

- Marché financier 2021 : Quel bilan ?
- Loi de finances 2022 : Les sociétés de Commerce International en colère
- Loi de Finances 2022 : Créances fiscales, réduction des pénalités et facilités de paiements
- Récit d'une aventure artistique de Rached Zarrai Miladi



## LeMag n°79

- Recouvrement : Un frein à la pérennité de l'entreprise
- Re\*Connect, promouvoir les femmes évoluant dans l'IT
- Marché de l'automobile: Des immatriculations en légère baisse en octobre
- La Tunisie n'a pas besoin du FMI pour financer son économie

# نجاح حرفائنا هو نجاحنا

أكثر من 900 000 حريف  
نرافقوهم في رحلة نجاحهم



# Be the change... Be IONIQ 5.



\*Étude IPSOS – Qualimétrie  
Septembre à Novembre 2022  
Plus d'infos sur [escda.tn](http://escda.tn)

[www.hyundai.com.tn](http://www.hyundai.com.tn)

 **HYUNDAI**